

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 24 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1986 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 203

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1672

Κύρωση της 149/1977 Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας «για την απασχόληση και τους όρους εργασίας και ζωής του νοσηλευτικού προσωπικού».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Αρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει ισχύ νόμου η 149 Διεθνής Σύμβαση Εργασίας «για την απασχόληση και τους όρους εργασίας και ζωής του νοσηλευτικού προσωπικού», που ψηφίστηκε από τη Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, στην εξηκοστή τρίτη σύνοδό της στη Γενεύη το 1977.

Το κείμενο της σύμβασης στο γαλλικό πρωτότυπο και στην ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο:

CONVENTION 149 CONCERNANT L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE DU PERSONNEL INFIRMIER

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 1er juin 1977, en sa soixante-troisième session;

Reconnaissant le rôle essentiel que joue, le personnel infirmier, en collaboration avec les autres travailleurs dans le domaine de la santé, dans la protection et l' amélioration de la santé et du bien-être de la population :

Reconnaissant que le secteur public en tant qu'employeur de personnel infirmier devrait jouer un rôle actif dans l'amélioration des conditions d'emploi et de travail du personnel infirmier;

Constantant que la situation actuelle du personnel infirmier dans de nombreux pays, caractérisée par la pénurie d'effectifs qualifiés et une utilisation parfois inadaptée du personnel existant, fait obstacle au développement de services de santé efficaces;

Rappelant que le personnel infirmier est couvert par de nombreuses conventions et recommandations internationales du travail qui fixent des normes de portée générale en matière d'emploi et de conditions de travail, telles que les instruments sur le discrimination, sur la liberté syndicale et le droit de négociation collective, sur la conciliation et l'arbitrage volontaires, sur la durée du travail, les congés annuels et le congé-éducation payé, la sécurité sociale et les services sociaux, la protection de la maternité et de la santé;

Considérant que, eu égard aux conditions particulières dans lesquelles s'exerce la profession infirmière, il convient de compléter ces normes générales par des normes spécialement applicables au personnel infirmier, destinées à lui assurer une condition correspondant à son rôle dans le domaine de la santé et acceptable pour lui-même;

Notant que les normes ci-après ont été élaborées en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et que cette collaboration se poursuivre en vue d'en promouvoir et d'en assurer l'application;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'emploi et aux conditions de travail et de vie du personnel infirmier, question qui constitue le sixiéme point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent soixante-dix-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le personnel infirmier, 1977 :

Article 1

1. Aux fins de la présente convention, les termes «personnel infirmier» désignent toutes les catégories de personnel qui fournissent des soins et des services infirmiers.

2. La présente convention s'applique à tout le personnel infirmier où qu'il exerce ses fonctions.

3. L'autorité compétente peut, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, s'il en existe, adopter des dispositions spéciales pour le personnel infirmier qui fournit des soins et des services infirmiers à titre bénévole; ces dispositions ne devront pas déroger à l'article 2, paragraphe 2a), et aux articles 3,4 et 7 de la présente convention.

Article 2

1. Chaque Membre ayant ratifié la présente convention devra, selon des méthodes appropriées aux conditions nationales, élaborer et mettre en oeuvre une politique des services et du personnel infirmiers qui, dans le cadre d'une programmation générale de la santé, s'il en existe, vise à assurer les soins infirmiers quantitativement et qualitativement nécessaires pour amener la population au niveau de santé le plus élevé possible, compte tenu des ressources disponibles pour les soins de santé dans leur ensemble.

2. En particulier, il prendra les mesures nécessaires pour assurer au personnel infirmier :

a) une éducation et une formation appropriées pour l'exercice de ses fonctions e

b) des conditions d'emploi et de travail, y compris des perspectives de carière et une rémunération, qui soient propres à attirer et à retenir le personnel dans la profession.

3. La politique visée au paragraphe 1 ci-dessus sera élaborée en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, là où de telles organisations existent.

4. Ladite politique sera coordonnée avec les politiques concernant les autres aspects de la santé et les autres travailleurs dans le domaine de la santé, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

Article 3

1. Les exigences de base en matière d'enseignement et de formation du personnel infirmier et le contrôle de cet enseignement et de cette formation seront prévus par la législation nationale ou par l'autorité ou les organismes professionnels compétents, habilités, à cet effet par la législation nationale.

2. L'enseignement et la formation du personnel infirmier seront coordonnés avec l'enseignement et la formation donnés aux autres travailleurs dans le domaine de la santé.

Article 4

La législation nationale précisera les conditions auxquelles sera subordonné le droit d'exercer en matière de soins et de services infirmiers et réservera ce droit aux personnes remplissant ces conditions.

Article 5

1. Des mesures seront prises pour encourager la participation du personnel infirmier à la planification des services infirmiers et la consultation de ce personnel sur les décisions le concernant, selon des méthodes appropriées aux conditions nationales.

2. La détermination des conditions d'emploi et de travail se fera de préférence par négociation entre les organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées.

3. Le règlement des conflits survenant à propos de la détermination des conditions d'emploi sara recherché par voie de négociation entre les parties ou, d'une manière telle qu'elle bénéficie de la confiance des parties intéressées, par une procédure donnant des garanties d'indépendance et d'impartialité, telle que la médiation, la conciliation ou l'arbitrage volontaire.

Article 6

Le personnel infirmier bénéficiera de conditions au moins équivalentes à celles des autres travailleurs du pays concerné, dans les domaines suivants :

a) durée du travail, y compris la réglementation et la compensation des heures supplémentaires, des heures incommodes ou astreignantes et du travail par équipes;

b) repos hebdomadaire

c) congé annuel payé;

d) congé-éducation;

e) congé de maternité;

f) congé de maladie;

g) sécurité sociale.

Article 7

Chaque Membre s'efforcera, si nécessaire, d'améliorer les dispositions législatives existant en matière d'hygiène et de sécurité du travail en les adaptant aux caractéristiques particulières du travail, du personnel infirmier et du milieu où il s'accomplit.

Article 8

Pour autant qu'elles ne soient pas mises en application par voie de convention collective, de règlement d'entreprises, de sentence arbitrale ou de décision judiciaire ou de toute autre manière conforme à la pratique nationale et paraissant appropriée, compte tenu des conditions propres à chaque pays, les dispositions de la présente convention devront être appliquées par voie de législation nationale.

Article 9

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 10

1. Les présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 11

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 12

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisations.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 13

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 14

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 15

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement;

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 11 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 16

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi

ΣΥΜΒΑΣΗ 149

ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗ ΚΑΙ ΤΟΥΣ ΟΡΟΥΣ ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΖΩΗΣ ΤΟΥ ΝΟΣΗΛΕΥΤΙΚΟΥ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΥ

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε στη Γενεύη, από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί την 1η Ιουνίου 1977, στην εξηκοστή τρίτη σύνοδό της·

Αφού αναγνώρισε το βασικό ρόλο που διαδραματίζει το νοσηλευτικό προσωπικό μαζί με τους άλλους εργαζομένους στον τομέα της υγείας, για την προστασία και τη βελτίωση της υγείας και της καλής διαβίωσης του πληθυσμού·

Αφού αναγνώρισε ότι ο δημόσιος τομέας ως εργοδότης του νοσηλευτικού προσωπικού θα έπρεπε να διαδραματίσει ενεργό ρόλο για τη βελτίωση των συνθηκών απασχόλησης και εργασίας του νοσηλευτικού προσωπικού·

Αφού διαπίστωσε ότι η σημερινή κατάσταση του νοσηλευτικού προσωπικού πολλών χωρών, η οποία χαρακτηρίζεται από έλλειψη ειδικευμένων προσώπων και από μία ακατάλληλη, ορισμένες φορές, χρησιμοποίηση του προσωπικού που υπάρχει, αποτελεί εμπόδιο στην ανάπτυξη αποτελεσματικών υπηρεσιών υγείας·

Αφού υπενθύμισε ότι το νοσηλευτικό προσωπικό καλύπτεται από πολυάριθμες διεθνείς συμβάσεις και συστάσεις εργασίας που καθορίζουν κανόνες γενικής φύσης σε θέματα απασχόλησης και συνθηκών εργασίας, όπως είναι τα διεθνή κείμενα για τη διάκριση, τη συνδικαλιστική ελευθερία και το δικαίωμα της συλλογικής διαπραγμάτευσης, του εκούσιου συμβιβασμού και της διαιτησίας, τη διάρκεια της εργασίας, την άδεια με αποδοχές και την εκπαιδευτική άδεια με αποδοχές, την κοινωνική ασφάλεια και τις κοινωνικές υπηρεσίες, την προστασία της μητρότητας και της υγείας·

Αφού έκρινε ότι, σχετικά με τις ιδιαίτερες συνθήκες κάτω από τις οποίες ασκείται το νοσηλευτικό επάγγελμα, θα πρέπει να συμπληρωθούν οι γενικοί αυτοί κανόνες με κανόνες, που θα εφαρμόζονται ειδικά στο νοσηλευτικό προσωπικό και θα προορίζονται να του διασφαλίσουν μία κατάσταση που να ανταποκρίνεται στο ρόλο του μέσα στον τομέα της υγείας και θα γίνεται αποδεκτή από το ίδιο το προσωπικό·

Αφού σημείωσε ότι οι παρακάτω κανόνες καταρτίστηκαν με τη συνεργασία της Παγκόσμιας Οργάνωσης Υγείας και ότι αυτή η συνεργασία θα συνεχιστεί για την προώθηση και τη διασφάλιση της εφαρμογής τους·

Αφού αποφάσισε να αποδεχτεί ορισμένες προτάσεις σχετικές με την απασχόληση και τις συνθήκες εργασίας και ζωής του νοσηλευτικού προσωπικού, ζήτημα που αποτελεί το έκτο θέμα της ημερήσιας διάταξης της συνόδου·

Αφού αποφάσισε ότι οι προτάσεις αυτές θα πάρουν τη μορφή διεθνούς σύμβασης, αποδέχεται σήμερα την 21 Ιουνίου 1977, την παρακάτω σύμβαση, που θα αναφέρεται ως σύμβαση για το νοσηλευτικό προσωπικό 1977 :

Άρθρο 1

1. Για τους σκοπούς αυτής της σύμβασης, ο όρος «νοσηλευτικό προσωπικό», περιλαμβάνει όλες τις κατηγορίες του προσωπικού που παρέχουν νοσηλευτικές φροντίδες και υπηρεσίες.

2. Η σύμβαση αυτή εφαρμόζεται σε ολόκληρο το νοσηλευτικό προσωπικό οπουδήποτε ασκεί τα καθήκοντά του.

3. Η αρμόδια αρχή μπορεί μετά από συνέννόηση με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις, εάν υπάρχουν τέτοιες, να αποδέχεται ειδικές διατάξεις για το νοσηλευτικό προσωπικό που παρέχει εθελοντικά νοσηλευτικές φροντίδες και υπηρεσίες· οι διατάξεις αυτές δε θα πρέπει να αντιτίθενται στο άρθρο 2 παρ. 2α και στα άρθρα 3,4 και 7 της σύμβασης αυτής.

Άρθρο 2

1. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει τη σύμβαση αυτή θα πρέπει, ανάλογα με τις μεθόδους τις προσαρμοσμένες στις εθνικές συνθήκες να εκπονεί και να εφαρμόζει μία πολιτική των νοσηλευτικών υπηρεσιών και του προσωπικού η οποία, στα πλαίσια ενός γενικού προγράμματος, για την υγεία, εάν υπάρχει τέτοιο, στοχεύει στο να εξασφαλίζει τις απαραίτητες ποιοτικές και ποσοτικά νοσηλευτικές φροντίδες για να οδηγηθεί ο πληθυσμός στο ψηλότερο δυνατό επίπεδο υγείας, έχοντας υπόψη τους διαθέσιμους πόρους για τις φροντίδες της υγείας, στο σύνολό τους.

2. Ειδικά θα λάβει τα αναγκαία μέτρα για να διασφαλίσει στο νοσηλευτικό προσωπικό :

α) κατάλληλη εκπαίδευση και μόρφωση για την άσκηση των καθηκόντων του και

β) συνθήκες απασχόλησης και εργασίας, στις οποίες θα συμπεριλαμβάνονται οι προοπτικές εξέλιξης και οι αποδοχές, τα οποία θα μπορούν να προσελκύσουν και να κρατήσουν το προσωπικό στο επάγγελμα.

3. Η πολιτική που αναφέρεται στην παράγραφο 1 παραπάνω θα εκπονείται μετά από συνεννόηση με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις, εκεί όπου υπάρχουν τέτοιες οργανώσεις.

4. Η πολιτική αυτή θα συντονίζεται με τις πολιτικές που αναφέρονται στις άλλες απόψεις της υγείας και τους άλλους εργαζόμενους στον τομέα της υγείας σε συνέννόηση με τις ενδιαφερόμενες εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις.

Άρθρο 3

1. Οι βασικές απαιτήσεις στον τομέα της διδασκαλίας και της εκπαίδευσης του νοσηλευτικού προσωπικού και ο έλεγχος της διδασκαλίας και της εκπαίδευσης αυτής θα προβλέπονται από την εθνική νομοθεσία ή την εθνική αρχή ή τις αρμόδιες επαγγελματικές οργανώσεις που είναι εξουσιοδοτημένες για το σκοπό αυτόν από την εθνική νομοθεσία.

2. Η διδασκαλία και η εκπαίδευση του νοσηλευτικού προσωπικού θα συντονίζεται με τη διδασκαλία και την εκπαίδευση που παρέχονται στους άλλους εργαζόμενους στον τομέα της υγείας.

Άρθρο 4

Η εθνική νομοθεσία θα προσδιορίσει τις προϋποθέσεις από τις οποίες θα εξαρτηθεί το δικαίωμα άσκησης νοσηλευτικών φροντίδων και υπηρεσιών και θα επιφυλάξει το δικαίωμα αυτό στα πρόσωπα που πληρούν αυτές τις προϋποθέσεις.

Άρθρο 5

1. Θα ληφθούν μέτρα για να ενθαρρύνουν τη συμμετοχή του νοσηλευτικού προσωπικού στον προγραμματισμό των νοσηλευτικών υπηρεσιών και τη συνεννόηση με το προσωπικό αυτό για τις αποφάσεις που το αφορούν, με μεθόδους που να συμβιβάζονται με τις εθνικές συνθήκες.

2. Ο καθορισμός των συνθηκών απασχόλησης και εργασίας θα γίνεται κατά προτίμηση μετά από διαπραγματεύσεις μεταξύ των ενδιαφερόμενων εργοδοτικών και εργατικών οργανώσεων.

3. Η ρύθμιση των διαφορών που προκύπτουν κατά τον καθορισμό των συνθηκών απασχόλησης και εργασίας θα επιδιώκεται με τη διαπραγμάτευση μεταξύ των μερών ή με τρόπο που να κερδίζει την εμπιστοσύνη των ενδιαφερόμενων μερών, με μία διαδικασία που παρέχει εγγυήσεις ανεξαρτησίας και αμεροληψίας, όπως η μεσολάβηση, ο συμβιβασμός ή η εκούσια διαιτησία.

Άρθρο 6

Το νοσηλευτικό προσωπικό θα απολαμβάνει τουλάχιστον ίσες συνθήκες με τους άλλους εργαζόμενους της συγκεκριμένης χώρας, στους ακόλουθους τομείς :

α) διάρκεια εργασίας, στην οποία θα περιλαμβάνονται η ρύθμιση και ο συμψηφισμός των υπερωριών, οι ακατάλληλες ώρες και η εργασία με βάρδιες.

β) εβδομαδιαία ανάπαυση·

γ) ετήσια άδεια με αποδοχές·

δ) εκπαιδευτική άδεια·

ε) άδεια μητρότητας·

στ) άδεια ασθένειας·

ζ) κοινωνική ασφάλεια.

Άρθρο 7

Κάθε Μέλος θα προσπαθήσει, αν είναι αναγκαίο, να βελτιώσει τις νομοθετικές διατάξεις, που υπάρχουν, για την υγιεινή και ασφάλεια της εργασίας, προσαρμόζοντάς τες στα ιδιαίτερα χαρακτηριστικά εργασίας του νοσηλευτικού προσωπικού και στο περιβάλλον όπου αυτή παρέχεται.

Άρθρο 8

Εφόσον δεν εφαρμοστούν με συλλογική σύμβαση, με κανονισμό επιχειρήσεως, με διαιτητική ή δικαστική απόφαση, ή με άλλο τρόπο σύμφωνο με την εθνική πρακτική και αφού ληφθούν υπόψη και οι ιδιαίτερες συνθήκες κάθε χώρας, οι διατάξεις αυτής της σύμβασης θα πρέπει να εφαρμόστυύν διαμέσου της εθνικής νομοθεσίας.

Άρθρο 9

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Άρθρο 10

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας που η επικύρωσή τους θα έχει καταχωρηθεί από το Γενικό Διευθυντή.

2. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την καταχώριση από το Γενικό Διευθυντή των επικυρώσεων δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, η σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε Μέλος, δώδεκα μήνες, μετά την ημερομηνία καταχώρισης της επικύρωσής της από αυτή.

Άρθρο 11

1. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση θα μπορεί να την καταγγείλει μετά τη λήξη περιόδου δέκα ετών από την ημερομηνία της αρχικής έναρξης ισχύος της, με πράξη που θα κοινοποιείται για καταχώριση στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας.

Η καταγγελία θα ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση και δεν ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπεται σ' αυτό το άρθρο, μέσα σε ένα χρόνο από τη λήξη της δεκαετίας που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, θα δεσμεύεται για μια καινούργια δεκαετία και στη συνέχεια, θα μπορεί να καταγγέλλει αυτή τη σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

Άρθρο 12

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί στα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και των καταγγελιών που θα του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις που θα του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισημαίνει στα Μέλη της Οργάνωσης την ημερομηνία από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η σύμβαση αυτή.

Άρθρο 13

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών, για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις καταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 14

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση πάνω στην εφαρμογή αυτής της σύμβασης και θα εξετάζει αν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

Άρθρο 15

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά τη σύμβαση αυτή και εφόσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά :

α) η επικύρωση, από ένα Μέλος, της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια, και ανεξάρτητα από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου, την άμεση καταγγελία αυτής της σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι θα έχει τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση,

β) από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα Μέλη να επικυρώνουν αυτή τη σύμβαση.

2. Η σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε κάθε περίπτωση σε ισχύ, με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της για τα Μέλη εκείνα που την έχουν επικυρώσει και δε θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

Άρθρο 16

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο αυτής της σύμβασης είναι εξίσου αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς αυτού του νόμου, καθώς και της διεθνούς σύμβασης, που κυρώνεται μ' αυτόν, αρχίζει από την ημέρα που θα δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Δεκεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΥΓΕΙΑΣ, ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΓΙΩΡΓΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΚΩΣΤΑΣ ΠΑΠΑΝΑΓΙΩΤΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 18 Δεκεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1674

Ρύθμιση θεμάτων Α.Ε.Ι. και άλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο 1.

Ενίσχυση της αυτοδιοίκησης των Α.Ε.Ι..

Με προεδρικά διατάγματα, που εκδίδονται χωριστά για κάθε Α.Ε.Ι. με πρόταση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, ύστερα από γνώμη της οικείας Συγκλήτου, μεταβιβάζεται στον πρύτανη του Α.Ε.Ι. η αρμοδιότητα της έκδοσης των κατά νόμο απαιτούμενων πράξεων διορισμού, πρόσληψης, μονιμοποίησης και ανανέωσης σύμβασης προσωπικού κάθε κατηγορίας. Οι πράξεις των πρυτάνεων δημοσιεύονται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, όπου απαιτείται τούτο κατά νόμο και κοινοποιούνται ταυτόχρονα στο Υπουργείο Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων μαζί με τα απαιτούμενα κατά το νόμο πρακτικά.

Άρθρο 2.

Ρύθμιση θεμάτων διδασκαλίας σε Α.Ε.Ι. και Τ.Ε.Ι.

1. α) Η παράγραφος 10 του άρθρου 70 του ν. 1566/1985 τροποποιείται ως εξής:

«10. Στο τέλος της παρ. 8 του άρθρου 13 του ν. 1268/1982 προστίθεται το ακόλουθο εδάφιο: «Ως παροχή υπηρε-

σιών λογίζεται και η ανάθεση διδασκαλίας σε άλλο Α.Ε.Ι. ή σε Τ.Ε.Ι. σε οποιοδήποτε μέλος του Δ.Ε.Π. σύμφωνα με τις διατάξεις του εδαφίου β' της παρ. 1 του άρθρου 17 του παρόντος».

δ) Η παράγραφος 9 του άρθρου 70 του ν. 1566/1985 τροποποιείται ως εξής:

«9. Στο τέλος του εδαφίου δ' της παρ. 1 του άρθρου 17 του ν. 1268/1982 προστίθεται το ακόλουθο εδάφιο: «Ως παροχή υπηρεσιών λογίζεται και η ανάθεση διδασκαλίας σε άλλο Α.Ε.Ι. ή Τ.Ε.Ι. σε οποιοδήποτε μέλος του Δ.Ε.Π., η οποία γίνεται σύμφωνα με τις ισχύουσες κατά περίπτωση διατάξεις για τα Α.Ε.Ι. και για τα Τ.Ε.Ι.».

γ) Στο τέλος της παραγράφου 6 του άρθρου 19 του ν. 1404/1983 προστίθεται το ακόλουθο εδάφιο: «Προκειμένου ειδικά για καθηγητές Α.Ε.Ι., η πρόσκλησή τους μπορεί να γίνει με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων ύστερα από γνώμη της Γ.Σ. του Τμήματος και του Τ.Ε.Ι.».

δ) Οι διατάξεις του άρθρου 5 του π.δ. 407/1980 «περί του κυρίου διδακτικού προσωπικού κ.λπ. του Πανεπιστημίου και του Πολυτεχνείου Κρήτης» (ΦΕΚ 112/9.5.80 τ.Α') εφαρμόζονται κατ' αναλογία σε όλα τα Α.Ε.Ι. της Χώρας προκειμένου για ανάθεση διδασκαλίας σε οποιοδήποτε μέλος του Δ.Ε.Π. άλλου Α.Ε.Ι. ή και σε μέλη του Εκπαιδευτικού Προσωπικού των Τ.Ε.Ι., τα οποία έχουν ισοδύναμα προσόντα και πάντως οπωσδήποτε διδακτορικό δίπλωμα.

2. Στο τέλος της παραγράφου 7 του άρθρου 20 του ν. 1268/1982, όπως τροποποιήθηκε με την παράγραφο 16 του άρθρου 48 του ν. 1404/1983, προστίθεται εδάφιο ως εξής:

«Τα μέλη του Ε.Δ.Τ.Π., τα οποία υπηρετούν σε θέσεις της κατηγορίας Δ.Ε., έχουν δικαίωμα να μεταταγούν σε αντίστοιχες θέσεις Ειδικού Τεχνικού Προσωπικού των Τ.Ε.Ι. Οι προϋποθέσεις και οι διαδικασίες μετάταξης καθορίζονται με προεδρικό διάταγμα που εκδίδεται με πρόταση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων».

3. Στο άρθρο 19 του ν. 1404/1983 προστίθεται παρ. 9, ως ακολούθως:

«9. Από 1 Σεπτεμβρίου 1986 στα έκτακτα μέλη Ε.Π. και Ε.Ε.Π.. που απασχολούνται ως εξεταστές μαθημάτων του εξαμήνου που έληξε και εφ' όσον δεν διαρκεί η σύμβασή τους, καταβάλλεται αποζημίωση για πέντε (5) ώρες συνολικά κάθε εξεταζόμενου μαθήματος, υπολογιζόμενης στις αποδοχές του τελευταίου μήνα της σύμβασής τους. Η αποζημίωση αυτή δεν μπορεί να υπερβαίνει συνολικά το ήμισυ των αποδοχών του τελευταίου μήνα της σύμβασής τους. Η δαπάνη θα βαρύνει τον προϋπολογισμό του οικείου Τ.Ε.Ι.».

Άρθρο 3.

Θέματα Δ.Ε.Π. των Α.Ε.Ι..

1. α) Στο εδάφιο α' της παραγράφου 1 του άρθρου 17 του ν. 1268/1982 και μετά τις λέξεις «συναφείς με το γνωστικό αντικείμενο του Τομέα τους» παρεμβάλλεται η εξής περίοδος: «Η άδεια αυτή, την οποία δικαιούνται μόνο όσοι έχουν συμπληρώσει τριετή υπηρεσία ως μέλη Δ.Ε.Π. στο ίδιο Α.Ε.Ι., δεν μπορεί να διαρκεί περισσότερο από τρεις μήνες για κάθε τρία χρόνια συνολικής υπηρεσίας ως μέλους Δ.Ε.Π. στο ίδιο Α.Ε.Ι., χορηγείται δε με απλές αποδοχές για τον ένα μήνα και χωρίς αποδοχές για τους άλλους δύο».

β) Το εδάφιο ε' της παραγράφου 3 του άρθρου 17 του ν. 1268/1982 καταργείται.

Στο τέλος του άρθρου αυτού προστίθεται η ακόλουθη παράγραφος:

«10. Ο συνολικός αριθμός των μελών Δ.Ε.Π. του Τμήματος, τα οποία σε συγκεκριμένη χρονική στιγμή απουσιάζουν με άδεια, από τις προβλεπόμενες στα εδάφια α' και β' της παραγράφου 1 και στην παράγραφο 3 του άρθρου αυτού και της οποίας η διάρκεια είναι μεγαλύτερη του ενός μήνα, δεν μπορεί να ξεπερνάει το 1/7 του συνολικού αριθμού των μελών Δ.Ε.Π. του Τμήματος».

γ) Στο τέλος της περίπτωσης (V) της παραγράφου 1 του άρθρου 36 του ν. 1268/1982 προστίθεται η εξής περίοδος: «Η άδεια αυτή είναι δυνατό να παρατείνεται για ένα ακόμα χρόνο χωρίς αποδοχές με απόφαση της Γ.Σ. Τμήματος μετά από εισήγηση της Συμβουλευτικής Επιτροπής, όταν τούτο κρίνεται αναγκαίο για την ολοκλήρωση της διατριβής».

2. α) Το εδάφιο β' της παραγράφου 1 του άρθρου 15 του ν. 1268/1982 τροποποιείται ως εξής:

«β) Η προκήρυξη δημοσιεύεται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως μετά την άσκηση ελέγχου νομιμότητας από τον Υπουργό Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων. Μέσα σε δέκα μέρες από τη γνωστοποίηση του αντίστοιχου αριθμού Φύλλου Εφημερίδας Κυβερνήσεως από το Υπουργείο Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων στο οικείο Α.Ε.Ι., το τελευταίο ανακοινώνει στον ημερήσιο τύπο τη δημοσίευση της προκήρυξης, τον αριθμό του Φύλλου της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως και την ημερομηνία κατά την οποία λήγει η προθεσμία υποβολής υποψηφιοτήτων. Η ανακοίνωση γίνεται σε τρεις ημερήσιες εφημερίδες της Αθήνας, σε δύο της Θεσσαλονίκης και σε μία κάθε πόλης στην οποία εδρεύει Α.Ε.Ι., εφ' όσον κυκλοφορούν αντίστοιχες ημερήσιες εφημερίδες».

β) Η παράγραφος 7 του άρθρου 70 του ν. 1566/1985 αντικαθίσταται ως εξής:

«7. Το εδάφιο δ' της παραγράφου 1 του άρθρου 15 του ν. 1268/1982 (ΦΕΚ 87/82 τ. Α'), όπως τροποποιήθηκε από την παράγραφο 8 του άρθρου 48 του ν. 1404/1983 (ΦΕΚ 173/1983 τ. Α'), αντικαθίσταται ως εξής: «δ) Μέσα σε αποκλειστική προθεσμία δύο (2) μηνών από την ημέρα της δημοσίευσης στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως υποβάλλονται στη γραμματεία του τμήματος οι αιτήσεις των υποψηφίων μαζί με όλα τα αναγκαία για την κρίση δικαιολογητικά. Απολύτως απαραίτητα δικαιολογητικά για την κρίση θεωρούνται το βιογραφικό σημείωμα, αντίγραφο των πτυχίων και των τίτλων σπουδών των υποψηφίων, αναλυτικό υπόμνημα για τα υποβαλλόμενα πρωτότυπα επιστημονικά δημοσιεύματα, καθώς και τόσα αντίτυπά τους, όσα είναι τα μέλη του εκλεκτορικού σώματος και τα μέλη της γενικής συνέλευσης που ανήκουν στις ίδιες βαθμίδες με τα μέλη του εκλεκτορικού σώματος».

γ) Οι διατάξεις των δύο προηγούμενων εδαφίων α' και β' εφαρμόζονται από την έναρξη ισχύος του παρόντος σε όλες τις προκηρύξεις θέσεων Δ.Ε.Π. και σε όλα τα Α.Ε.Ι.. Κάθε άλλη διάταξη που ρυθμίζει κατά διαφορετικό τρόπο τα σχετικά θέματα καταργείται.

δ) Προκηρύξεις που κατά την έναρξη ισχύος του παρόντος έχουν δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως ή και στον ημερήσιο τύπο και ορίζουν ενδεχομένως κατά διαφορετικό από τον αναφερόμενο στα προηγούμενα εδάφια τρόπο τα σχετικά με την προκήρυξη θέσεων Δ.Ε.Π. θέματα δε θίγονται, εφ' όσον ήταν σύμφωνες με τις προϊσχύουσες κατά περίπτωση αντίστοιχες διατάξεις. Επίσης δε θίγονται και οι διορισμοί μελών Δ.Ε.Π. που πραγματοποιήθηκαν ή θα πραγματοποιηθούν στο μέλλον με βάση τις συγκεκριμένες αυτές προκηρύξεις.

Άρθρο 4.

Ρύθμιση θεμάτων τριτοβάθμιας εκπαίδευσης.

1. α) Η θητεία πρυτανικών αρχών και κοσμητόρων σχολών που έχουν εκλεγεί κατά τη διάρκεια του ακαδημαϊκού έτους 1985—1986 λήγει την 31.8.1988.

β) Η θητεία των λοιπών πανεπιστημιακών αρχών και των κάθε είδους εκπροσώπων σε συλλογικά πανεπιστημιακά όργα-

ια που έχουν εκλεγεί ή υποδειχθεί στη διάρκεια του ακαδημαϊκού έτους 1985—1986 λήγει την 31.8.1987 ανεξάρτητα από το εάν κατά τις διατάξεις της παραγράφου 2 του άρθρου 12 του ν. 1268/1982 η θητεία αυτή είναι διετής ή ετήσια.

γ) Η θητεία πανεπιστημιακών αρχών που έχουν εκλεγεί πριν από την έναρξη του ακαδημαϊκού έτους 1985—1986 λήγει την 31η Αυγούστου του ακαδημαϊκού έτους κατά το οποίο συμπληρώνονται τρία χρόνια από την ημερομηνία εκλογής τους προκειμένου περί πρυτανικών αρχών ή κοσμητόρων σχολών και δύο χρόνια από την ημερομηνία εκλογής τους προκειμένου περί προέδρων Τμημάτων.

2. α) Το πρώτο εδάφιο της παρ. 3 του άρθρου 23 του ν. 1268/1982 τροποποιείται ως εξής:

«3. Με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων δημοσιευόμενη στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως ύστερα από γνώμη των Συγκλήτων όλων των Α.Ε.Ι. καθορίζονται:».

β) στο εδάφιο β' της παρ. 3 του άρθρου 23 του ν. 1268/1982 οι λέξεις «Η γνώμη των Σχολών και των Τμημάτων των Α.Ε.Ι.» αντικαθίστανται από τις λέξεις «Η γνώμη των Συγκλήτων των Α.Ε.Ι.».

3. Στο τέλος της παραγράφου 12 του άρθρου 25 του ν. 1268/1982 προστίθενται τα εξής:

«Ο τρόπος υπολογισμού του βαθμού του πτυχίου για τους φοιτητές που έχουν εισαχθεί στα Α.Ε.Ι. από το ακαδημαϊκό έτος 1983—1984 και μετά καθορίζεται με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων».

4. Με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων ορίζονται οι προϋποθέσεις και η διαδικασία, όπως και κάθε άλλη σχετική λεπτομέρεια για την αναγνώριση ισοτιμίας του πτυχίου της Εθνικής Ακαδημίας Σωματικής Αγωγής (Ε.Α.Σ.Α.) με το πτυχίο τμήματος Επιστήμης Φυσικής Αγωγής και Αθλητισμού (Τ.Ε.Φ.Α.Α.). Με όμοια απόφαση και με τη ρητή επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 2 του άρθρου 4 της απόφασης Β1/634α π.ε./28.4.1985 (ΦΕΚ 279 τ.Β') του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, που κυρώθηκε με το άρθρο 76 παράγραφος 1 του ν. 1566/1985, ορίζονται οι προϋποθέσεις και η διαδικασία, όπως και κάθε σχετική λεπτομέρεια, για την αναγνώριση της κατά το προηγούμενο εδάφιο ισοτιμίας πτυχίων σχολών φυσικής αγωγής του εξωτερικού, τριετούς τουλάχιστο φοίτησης. τα πτυχία των οποίων θα θεωρούνται ισότιμα με τα αντίστοιχα πτυχία που χορηγούνται από τα Τ.Ε.Φ.Α.Α. της Χώρας.

5. Στο εδάφιο α' της παραγράφου 3 του άρθρου 69 του ν. 1566/1985 οι λέξεις «στην εκκλησιαστική παιδαγωγική ακαδημία Βελλάς κατά το ακαδημαϊκό έτος 1986—1987» αντικαθίστανται από τις λέξεις «στην εκκλησιαστική παιδαγωγική ακαδημία Βελλάς κατά το ακαδημαϊκό έτος 1987—1988».

6. Η αληθής έννοια της διάταξης του εδαφίου (α) της παραγράφου 2 του άρθρου 30 του ν. 1268/1982 είναι ότι κάθε σχολή που χωρίζεται σε περισσότερα τμήματα, επειδή χορηγεί περισσότερα από ένα πτυχία, καταργείται και παύει να λειτουργεί ως αυτοτελής πανεπιστημιακή μονάδα από την έκδοση της αντίστοιχης διαπιστωτικής υπουργικής απόφασης για το χωρισμό αυτόν.

7. α) Κατά την πρώτη εκλογή πρυτανικών αρχών στα νέα Α.Ε.Ι., η οποία διενεργείται αμέσως μετά την εξασφάλιση των κατά τις οικείες διατάξεις προϋποθέσεων για την αυτοδύναμη λειτουργία τους, στο ειδικό εκλεκτορικό σώμα περιλαμβάνονται και τα μέλη του Δ.Ε.Π. των τμημάτων στα οποία δεν έχουν εισαχθεί ακόμα προπτυχιακοί φοιτητές. Στην περίπτωση αυτήν, ο αριθμός των εκπροσώπων των φοιτητών συμπληρώνεται μέχρι να εξισωθεί με το συνολικό αριθμό των μελών του Δ.Ε.Π. από εκπροσώπους των φοιτητών των άλλων τμημάτων της ίδιας Σχολής, οι οποίοι υποδεικνύονται αναλογικά, σύμφωνα με τα οριζόμενα στο άρθρο 2 παρ. 3 εδάφ. β' του ν. 1268/1982, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 79 παρ. 1 εδάφ. α' του ν. 1566/1985, από κοινού από τους αντίστοιχους φοιτητικούς συλλόγους. Προκειμένου για τμήμα το οποίο δεν ανήκει σε Σχολή, η κατά τα ανωτέρω συμπλήρωση των εκπροσώπων των φοιτητών γίνεται αναλογικά από όλα τα άλλα τμήματα του Α.Ε.Ι..

β) Η διαδικασία συγκρότησης της Συγκλήτου στα νέα Α.Ε.Ι. κινείται από τον πρύτανη αμέσως μετά την εκλογή του. Κάθε διάταξη, η οποία ρυθμίζει κατά διαφορετικό τρόπο το θέμα αυτό καταργείται.

8. Καταργείται η εξαίρεση, που προβλέπεται από το εδάφιο β' της παραγράφου 2 του άρθρου 3 του ν.δ. 214/1974, μόνο ως προς το βοηθητικό διδακτικό προσωπικό, που αποχώρησε από την υπηρεσία του κατ' εφαρμογή της διάταξης του εδαφίου β' της παραγράφου 4 του άρθρου Ι του α.ν. 553/1968, όπως αντικαταστάθηκε με το άρθρο 1 του ν.δ. 333/1969 και εφαρμόζονται και ως προς το προσωπικό αυτό οι λοιπές διατάξεις, πλην της διατάξεως της παραγράφου 2 του άρθρου 2 του ν.δ. 214/1974, περί αυτοδίκαιης επαναφοράς τους στις θέσεις που κατείχαν πριν από την αποχώρησή τους. Οι επανερχόμενοι παραμένουν σαν υπεράριθμοι μέχρι να συμπληρώσουν συντάξιμη υπηρεσία για πλήρη σύνταξη, αν οι θέσεις αυτές κατέχονται από άλλους.

Για την επαναφορά τους πρέπει να υποβάλουν δήλωση μέσα σε ανατρεπτική προθεσμία ενός μήνα από τη δημοσίευση του νόμου αυτού στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

9. Στο άρθρο 16 παρ. 3 του ν. 1268/1982 «Για τη δομή και λειτουργία των Ανωτάτων Εκπαιδευτικών Ιδρυμάτων» (ΦΕΚ 87) προστίθεται τελευταίο εδάφιο, ως ακολούθως:

«Δεν επιτρέπεται μετάκληση καθηγητή από περιφερειακό Α.Ε.Ι. σε Α.Ε.Ι. των νομών Αττικής και Θεσσαλονίκης, αν ο μετακαλούμενος δεν έχει συμπληρώσει τρία χρόνια υπηρεσίας καθηγητή Α' βαθμίδας στο περιφερειακό Α.Ε.Ι. κατά το χρόνο της μετάκλησης».

10. Στο άρθρο 16 του ν. 1268/1982 «Για τη δομή και λειτουργία των Ανωτάτων Εκπαιδευτικών Ιδρυμάτων» (ΦΕΚ 87) προστίθεται παράγραφος 4, που έχει ως εξής:

«4. Εάν η μετάκληση ανακληθεί ή ακυρωθεί για οποιοδήποτε λόγο, ο μετακληθείς επανέρχεται αυτοδικαίως στο Α.Ε.Ι. από το οποίο προέρχεται και καταλαμβάνει, εφ' όσον παραμένει κενή, τη θέση την οποία κατείχε προ της μετάκλησης.

Σε περίπτωση, που η θέση του έχει ήδη πληρωθεί ή για οποιοδήποτε λόγο καταργηθεί, καταλαμβάνει συνιστώμενη αυτοδικαίως ομοιόβαθμη προσωποπαγή θέση».

11. Στις διατάξεις του άρθρου 4 παρ. 4 περίπτωσης Α εδάφ. α του ν. 1286/1982 εμπίπτει επιπροσθέτως και ο ένας εκ των δύο αδελφών που φοιτούν σε Α.Ε.Ι. εξωτερικού με διαφορετική έδρα, που έχει και τρίτο αδελφό φοιτητή σε Α.Ε.Ι. εσωτερικού εφ' όσον αποδεδειγμένα έχει παρακολουθήσει το Α' έτος στη σχολή προέλευσης. Η διάταξη αυτή δεν ισχύει για τα τμήματα των Ιατρικών και των Πανεπιστημιακών Σχολών Αθηνών και Θεσσαλονίκης.

Η προθεσμία υποβολής αιτήσεων μετεγγραφής παρατείνεται μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1986.

Άρθρο 5.

Μετεγγραφές και κατατάξεις στα Α.Ε.Ι. και Τ.Ε.Ι.

1) α) Οι προβλεπόμενες από τις διατάξεις του ν. 1286/1982 μετεγγραφές φοιτητών εξωτερικού σε Α.Ε.Ι. της Χώρας κατόπιν εξετάσεων επιτρέπονται σε ποσοστό 10% επί του αριθμού των εισακτέων κατά Τμήμα.

β) Οι κατά το προηγούμενο εδάφιο μετεγγραφές επιτρέπονται μόνο στο 5ο εξάμηνο σπουδών και με την προϋπόθεση της επιτυχίας στο σύνολο των μαθημάτων των 4 πρώτων εξαμήνων ή των δύο πρώτων ετών σπουδών στο Α.Ε.Ι. προέλευσης.

2. Οι λοιπές πάσης φύσεως μετεγγραφές και οι πάσης φύσεως κατατάξεις σε Τμήμα Α.Ε.Ι. και Τ.Ε.Ι. επιτρέπονται σε ποσοστό που καθορίζεται με απόφαση της Γ.Σ. του Τμήματος και το οποίο για όλες τις κατηγορίες συνολικά δεν μπορεί να είναι μεγαλύτερο του 10% ή μικρότερο του 4% του αριθμού των εισακτέων στο Τμήμα.

3. Με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, που εκδίδεται ύστερα από γνώμη του Σ.Α.Π. προκειμένου για Α.Ε.Ι. ή του Σ.Τ.Ε. προκειμένου για Τ.Ε.Ι., ορίζονται οι κατηγορίες των δικαιούχων της προηγούμενης παραγράφου, η σειρά προτεραιότητας και τα κριτήρια επιλογής τους, καθώς και κάθε άλλη λεπτομέρεια εφαρμογής της παραγράφου 1 και 2 του άρθρου αυτού.

4. α) Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου ισχύουν από το ακαδημαϊκό έτος 1987 — 1988.

β) Η προθεσμία μετεγγραφών σε Α.Ε.Ι. —εκτός των μετεγγραφών εξωτερικού κατόπιν εξετάσεων—για το ακαδημαϊκό έτος 1986 — 1987 παρατείνεται μέχρι 31 Δεκεμβρίου 1986.

Άρθρο 6.

Ρύθμιση θεμάτων πρωτοβάθμιας και δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

1. Στην παρ. 3 της περ. Α' του άρθρου 11 του ν. 1566/1985 προστίθεται εδάφιο ως εξής:

«Στα τεχνικά - επαγγελματικά λύκεια, τα ενιαία πολυκλαδικά λύκεια και τις τεχνικές - επαγγελματικές σχολές, όπου λειτουργούν σχολικά εργαστήρια, τοποθετείται υποδιευθυντής που ανήκει στους κλάδους ΑΤ12, ΑΤ14, ΑΤ17, ΑΤ18 και ΑΡ1, εφ' όσον ο διευθυντής δεν ανήκει στους κλάδους αυτούς».

2. Η προθεσμία υποβολής του πιστοποιητικού στρατολογίας του άρθρου 5 παρ. 1 του π.δ. 158/1984 (ΦΕΚ 53) για τους υποψήφιους για διορισμό εκπαιδευτικούς της δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης, όπως καθορίστηκε με την παρ. 10 του άρθρου 58 του ν. 1566/1985, παρατείνεται μέχρι 31.12.1986.

3. Στην παράγραφο 5 του κεφαλαίου Γ' «αποσπάσεις» του άρθρου 16 του ν. 1566/1985 και ύστερα από τις λέξεις «της πρωτοβάθμιας» προστίθενται οι λέξεις «και της δευτεροβάθμιας».

4. Στο τέλος της περίπτωσης η' της παρ. 1 του άρθρου 82 του ν. 1566/1985 προστίθεται η φράση «εκτός από τους πτυχιούχους ανώτατης σχολής καλών τεχνών που εντάσσονται σε θέσεις του κλάδου ΑΤ8».

5. Τα υπηρεσιακά και πειθαρχικά συμβούλια που συνιστώνται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 21 του ν. 1566/1985 (ΦΕΚ 167) βρίσκονται σε απαρτία, όταν τα παρόντα μέλη είναι περισσότερα από τα απόντα.

6. Στο τέλος της παρ. 4 του άρθρου 26 του ν. 1566/1985 προστίθεται εδάφιο ως εξής:

«Το σύμβουλο αυτόν αναπληρώνει, όταν απουσιάζει ή κωλύεται, άλλος σύμβουλος που ορίζεται με την ίδια διαδικασία».

7. Η παράγραφος 9 του άρθρου 26 του ν. 1566/1985 αντικαθίσταται ως εξής:

«9. Καθένα από τα τμήματα συγκροτείται από συμβούλους και παρέδρους, μόνιμους και με θητεία. Με απόφαση του συντονιστικού συμβουλίου, που εκδίδεται το μήνα Σεπτέμβριο κάθε έτους, ορίζονται οι σύμβουλοι και οι πάρεδροι, μόνιμοι και με θητεία, που μετέχουν σε ένα ή περισσότερα τμήματα. Κάθε τμήμα βρίσκεται σε απαρτία, όταν οι παρόντες από τους συμβούλους και μόνιμους παρέδρους, που έχουν ορισθεί ως μέλη του, είναι περισσότεροι από τους απόντες».

8. Το δεύτερο εδάφιο της παραγρ. 10 του άρθρου 26 του ν. 1566/1985 αντικαθίσταται ως εξής:

«Αν δεν έχουν καλυφθεί όλες οι θέσεις των συμβούλων και μόνιμων παρέδρων δεν κωλύεται η λειτουργία της ολομέλειας και των τμημάτων, εφ' όσον στις συνεδριάσεις οι παρόντες από τους συμβούλους ή και μόνιμους παρέδρους, που είναι μέλη τους, είναι περισσότεροι από τους απόντες».

9. Οι διατάξεις της παραγρ. 7 του άρθρου 82 του ν. 1566/1985 εφαρμόζονται και στους εκπαιδευτικούς της παραγρ. 1 του άρθρου 22 του ν. 817/1978, που απολύθηκαν λόγω συμπλήρωσης τριακονταπενταετούς δημόσιας υπηρεσίας κατα το σχολικό έτος 1984—85.

10. Κυρώνεται και έχει ισχύ νόμου από την έκδοση της η αριθμ. 017/20 Ιαν. 1986 απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων.

11. Το πρώτο εδάφιο της παρ. 2 του άρθρου 66 του ν. 1566/1985 αντικαθίσταται ως εξής:

«2. Το εβδομαδιαίο υποχρεωτικό ωράριο διδασκαλίας των εκπαιδευτικών που υπηρετούν με απόσπαση σε ελληνικά σχολεία του εξωτερικού καθορίζεται με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων ύστερα από γνώμη (του αρμόδιου Τμήματος) του Παιδαγωγικού Ινστιτούτου».

12. Οι εκπαιδευτικοί λειτουργοί που αποσπώνται ως σύμβουλοι ή συντονιστές συμβούλων εκπαίδευσης εξωτερικού πρέπει να κατέχουν το βαθμό Α'.

13. Το εδάφιο ιβ' της παραγράφου 8 του άρθρου 14 του ν. 1566/1985 τροποποιείται ως εξής:

«ιβ'. Κλάδος ΑΤ 12 Μηχανικών: δίπλωμα τμήματος πολιτικών μηχανικών ή αρχιτεκτόνων ή αγρονόμων τοπογράφων μηχανικών ή μηχανολόγων ή ηλεκτρολόγων ή ηλεκτρονικών ή ναυπηγών ή χημικών μηχανικών ή μηχανικών μεταλλείων—μεταλλουργών ή ηλεκτρονικού αυτοματισμού ή ραδιοηλεκτρολογίας Α.Ε.Ι. της ημεδαπής και πτυχίο παιδαγωγικών σπουδών της Σ.Ε.Λ.Ε.Τ.Ε. ή πτυχίο φυσικού τμήματος Α.Ε.Ι. της ημεδαπής με ενδεικτικό μεταπτυχιακών σπουδών ηλεκτρονικής και ραδιοηλεκτρολογίας ή ηλεκτρονικού αυτοματισμού ή ισότιμου μεταπτυχιακού διπλώματος με τα παραπάνω ενδεικτικά».

14. Στα σχολεία του Αρμενικού Κυανού Σταυρού μπορεί να αποσπώνται για διδασκαλία εκπαιδευτικοί της δημόσιας πρωτοβάθμιας και δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

Η απόσπαση αυτή γίνεται για ένα σχολικό έτος, που μπορεί να ανανεώνεται, με απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, ύστερα από αίτηση του Αρμενικού Κυανού Σταυρού και απόφαση του οικείου κεντρικού υπηρεσιακού συμβουλίου. Ο χρόνος υπηρεσίας των εκπαιδευτικών που αποσπώνται στα σχολεία αυτά θεωρείται για κάθε συνέπεια ότι διανύθηκε στην οργανική τους θέση.

Άρθρο 7.

Κύρωση προεδρικών διαταγμάτων και υπουργικών αποφάσεων.

Κυρώνονται και έχουν ισχύ ουσιαστικού νόμου από την έκδοσή τους:

Α) Το π.δ. 43/1984 «Κατάτμηση του Τμήματος Οικονομικών Επιστημών και Διοίκησης Επιχειρήσεων της Ανώτατης Βιομηχανικής Σχολής Πειραιώς» (ΦΕΚ 144 Α').

Β) Οι αποφάσεις του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων: α) Β1/548/26 Αυγ. 1982 (ΦΕΚ 633 Β') και διόρθωση σφάλματος (ΦΕΚ Β' 69/1983), β) Β1/549/26 Αυγ. 1982 (ΦΕΚ 633 Β') και διόρθωση σφάλματος ΦΕΚ Β' 69/1983, γ) Β1/550/26 Αυγ. 1982 (ΦΕΚ 633 Β') και διόρθωση σφάλματος ΦΕΚ Β' 68/1983, δ) Β1/551/26 Αυγ. 1982 (ΦΕΚ 633 Β'), ε) Β1/552/26 Αυγ. 1982 (ΦΕΚ 633 Β'), στ) Β1/553/26 Αυγ. 1982 (ΦΕΚ 633 Β'), ζ) Β1/789/22 Δεκ. 1982 (ΦΕΚ 1057

Β') και διόρθωση σφάλματος ΦΕΚ Β' 25/1983, η) Β1/959/22 Αυγ. 1983 (ΦΕΚ 503 Β'), θ) Β1/602/20 Ιουν. 1983 (ΦΕΚ 351 Β'), ι) Β1/421/19 Μαΐου 1986 (ΦΕΚ 344 Β'), ια) Φ.141.1/Β3/1034/12 Φεβρ. 1986 (ΦΕΚ 110 Β'), ιβ) Β2/4972/9 Ιουλ. 1985 (ΦΕΚ 428 Β'), ιγ) Ε5/3529/9 Ιουλίου 1986 (ΦΕΚ 600 Β'), ιδ) Ε5/3446/α) 16 Ιουλίου 1986 (ΦΕΚ 518 Β'), ιε) Ε5/6348/29 Αυγ. 1986 (ΦΕΚ 661 Β'), ιστ) Ε5/6326/13 Δεκ. 1985 (ΦΕΚ 769 Β'), ιζ) Ε5/6701/29 Σεπτ. 1986 (ΦΕΚ 625 Β').

Οι παραπάνω κυρούμενες αποφάσεις έχουν ως εξής:

«α) Αριθ. Β1/548/1982 (ΦΕΚ 633 Β')

Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30 παρ. 1 και 2(α) του Ν. 1268/82 (Φ.Ε.Κ. 87/16.7.82 τ. Α') και

2. Την αριθ. Η/5421/7.7.1982 (Φ.Ε.Κ. 474/13.7.82 τ. Β') απόφαση εκχώρησης αρμοδιοτήτων, αποφασίζουμε:

Διαπιστώνουμε ότι, από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82 «για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.», στην Ανωτάτη Σχολή Καλών Τεχνών (Α.Σ.Κ.Τ.) έχει δημιουργηθεί ένα και μόνο Τμήμα: Το Τμήμα Καλών Τεχνών και το οποίο χορηγεί πτυχίο με τις αντίστοιχες κατευθύνσεις.

Στο Τμήμα έχει ενταχθεί όλο το προσωπικό που υπηρετούσε στη Σχολή, εκτός από τους διοικητικούς υπαλλήλους οι οποίοι εξακολουθούν να ανήκουν στην Α.Σ.Κ.Τ. Επίσης στο Τμήμα έχουν ενταχθεί τα Εργαστήρια που υπήρχαν στην Α.Σ.Κ.Τ.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 26 Αυγούστου 1982

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

Διόρθωση σφάλματος (ΦΕΚ 69/22.2.1983 τ. Β').

Στην απόφαση του Υπουργού Εθν. Παιδείας και Θρησκευμάτων Β1/548/26.8.1982 «Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.» που δημοσιεύθηκε στο ΦΕΚ 633 τ.Β' της 27 Αυγούστου 1982 στην προτελευταία παράγραφο και μετά τη λέξη «Α.Σ.Κ.Τ.» προστίθεται η φράση «καθώς επίσης και τα Φροντιστήρια Εφαρμογών» που παραλείφθηκε από παραδρομή.

(Από το Υπ. Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων)

β) Αριθ. Β1/549/1982 (ΦΕΚ 633 Β')

Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30 παρ. 1 και 2(α) του Ν. 1268/82 (Φ.Ε.Κ. 87/16.7.82 τ. Α') και

2. Την αριθ. Η/5421/7.7.1982 (Φ.Ε.Κ. 474/13.7.82 τ. Β') απόφαση εκχώρησης αρμοδιοτήτων, αποφασίζουμε

Διαπιστώνουμε ότι, από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82 «για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.», στο καθένα από τα Α.Ε.Ι., που χορηγούσαν ένα πτυχίο έχει δημιουργηθεί ένα και μόνο τμήμα ως εξής:

1. Στην Ανωτάτη Σχολή Οικονομικών και Εμπορικών Επιστημών (Α.Σ.Ο.Ε.Ε.) έχει δημιουργηθεί ένα Τμήμα Οικονομικών Επιστημών και Διοίκησης Επιχειρήσεων, το οποίο χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

2. Στην Ανωτάτη Βιομηχανική Σχολή Πειραιά (Α.Β.Σ.Π.) έχει δημιουργηθεί ένα Τμήμα Οικονομικών Επιστημών και Διοίκησης Επιχειρήσεων, το οποίο χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

3. Στην Ανωτάτη Βιομηχανική Σχολή Θεσσαλονίκης (Α.Β.Σ.Θ.), έχει δημιουργηθεί ένα Τμήμα Οικονομικών Επιστημών και Διοίκησης Επιχειρήσεων, το οποίο χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

4. Στην Πάντειο Ανωτάτη Σχολή Πολιτικών Επιστημών (Π.Α.Σ.Π.Ε.), έχει δημιουργηθεί ένα Τμήμα Πολιτικής Επιστήμης και Δημόσιας Διοίκησης, το οποίο χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

5. Στην Ανωτάτη Γεωπονική Σχολή Αθηνών (Α.Γ.Σ.Α.), έχει δημιουργηθεί ένα Τμήμα Γεωπονίας, το οποίο χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

Στο καθένα από τα παραπάνω Τμήματα έχει ενταχθεί όλο το προσωπικό που υπηρετούσε στο αντίστοιχο Α.Ε.Ι., εκτός από τους διοικητικούς υπαλλήλους οι οποίοι εξακολουθούν να ανήκουν στο Α.Ε.Ι.

Επίσης στο καθένα από τα παραπάνω Τμήματα έχουν ενταχθεί τα Εργαστήρια, τα Σπουδαστήρια και τα Μουσεία που υπήρχαν στο αντίστοιχο Α.Ε.Ι.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 26 Αυγούστου 1982

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

Διόρθωση σφάλματος (ΦΕΚ 69/22.2.1983 τ. Β').

Στην απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων Β1 549/26.8.82 «Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.» που δημοσιεύτηκε στο ίδιο ΦΕΚ προστίθενται τα εξής: α) στην παράγραφο 5 μετά τη λέξη «πτυχίο» προστίθεται η φράση «με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις» που παραλείφθηκε από παραδρομή. β) Στην προτελευταία παράγραφο η λέξη «και» πριν από «τα Μουσεία» διαγράφεται και προστίθεται μετά η φράση «και λοιπά παραρτήματα» που παραλείφθηκε από παραδρομή.

(Από το Υπ. Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων)

γ) Αριθ. Β1/550/1982 (ΦΕΚ 633 Β')

Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30 παρ. 1 και 2(α) του Ν. 1268/82 (ΦΕΚ 87/16.7.82 τ. Α'), και

2. Την αριθ. Η/5421/7.7.82 (ΦΕΚ 474/13.7.82 τ. Β') απόφαση εκχώρησης αρμοδιοτήτων, αποφασίζουμε:

Διαπιστώνουμε, ότι, από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82 «για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.», Σχολές που χορηγούσαν ένα πτυχίο έχουν μετατραπεί σε Τμήματα που χορηγούν αντίστοιχο πτυχίο, ως εξής:

1. Η Ιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Ιατρικής.

2. Η Οδοντιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Οδοντιατρικής.

3. Η Σχολή Οικονομικών Επιστημών του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Οικονομικών Επιστημών.

4. Η Ιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Ιατρικής.

5. Η Οδοντιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Οδοντιατρικής.

6. Η Κτηνιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Κτηνιατρικής.

7. Η Γεωπονική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Γεωπονίας.

8. Η Σχολή Δασολογίας και Φυσικού Περιβάλλοντος του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Δασολογίας.

9. Η Ιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Πατρών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Ιατρικής.

10. Η Ιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Ιωαννίνων έχει μετατραπεί σε Τμήμα Ιατρικής.

11. Η Νομική Σχολή του Πανεπιστημίου Θράκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Νομικής.

12. Η Ιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Θράκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Ιατρικής.

Στο καθένα από τα παραπάνω Τμήματα έχουν ενταχθεί:

α' Όλο το προσωπικό που υπηρετούσε στην αντίστοιχη Σχολή, και

β' τα Εργαστήρια, οι Κλινικές, τα Σπουδαστήρια και τα Μουσεία που υπήρχαν στην αντίστοιχη Σχολή.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 26 Αυγούστου 1982

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

Διόρθωση σφάλματος (ΦΕΚ 68/22.2.1983, τ. Β')

Στη διαπιστωτική πράξη αριθ. Β1/550/26.8.82 (ΦΕΚ 633 Β') «Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.» γίνεται η ακόλουθη διόρθωση:

Η παράγραφος 8 που αναφέρει «Η Σχολή Δασολογίας και Φυσικού Περιβάλλοντος του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει μετατραπεί σε Τμήμα Δασολογίας» διορθώνεται στο σωστό «Η Σχολή Δασολογίας και Φυσικού Περιβάλλοντος έχει μετατραπεί σε Τμήμα Δασολογίας και Φυσικού Περιβάλλοντος».

(Από το Υπουργείο Εθν. Παιδείας και Θρ/μάτων)

δ) Αριθ. Β1/551/1982 (ΦΕΚ 633 Β')

Δημιουργία τμημάτων στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30, παρ. 1 και 2 και του Ν.1268/82 (ΦΕΚ 87/16.7.82 τ. Α'), και

2. Την αριθ. Η/54/21/7.7.82 (ΦΕΚ 474/13.7.82 τ. Β') απόφαση εκχώρησης αρμοδιοτήτων, αποφασίζουμε:

Διαπιστώνουμε ότι, από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82 «για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.» Σχολές που χορηγούσαν περισσότερα από ένα πτυχία έχουν χωριστεί σε Τμήματα αντίστοιχα με τα χορηγούμενα πτυχία, ως εξής:

1. Η Φυσικομαθηματική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει χωριστεί σε έξι τμήματα:

1.1 Τμήμα Φυσικής
1.2 Τμήμα Χημείας
1.3 Τμήμα Μαθηματικών
1.4 Τμήμα Βιολογίας
1.5 Τμήμα Γεωλογίας
1.6 Τμήμα Φαρμακευτικής

2. Η Θεολογική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει χωριστεί σε δύο τμήματα:

2.1 Τμήμα Θεολογίας
2.2 Τμήμα Ποιμαντικής.

3. Η Νομική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει χωριστεί σε δύο τμήματα:

3.1 Τμήμα Νομικής
3.2 Τμήμα Πολιτικής Επιστήμης και Δημόσιας Διοίκησης.

4. Η Φυσικομαθηματική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει χωριστεί σε έξι τμήματα:

4.1 Τμήμα Φυσικής
4.2 Τμήμα Χημείας
4.3 Τμήμα Μαθηματικών
4.4 Τμήμα Βιολογίας
4.5 Τμήμα Γεωλογίας
4.6 Τμήμα Φαρμακευτικής.

5. Η Θεολογική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει χωριστεί σε δύο τμήματα:

5.1 Τμήμα Θεολογίας
5.2 Τμήμα Ποιμαντικής.

6. Η Πολυτεχνική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει χωριστεί σε έξι Τμήματα:

6.1 Τμήμα Πολιτικών Μηχανικών
6.2 Τμήμα Αρχιτεκτόνων Μηχανικών
6.3 Τμήμα Μηχανολόγων Μηχανικών
6.4 Τμήμα Ηλεκτρολόγων Μηχανικών
6.5 Τμήμα Χημικών Μηχανικών
6.6 Τμήμα Αγρονόμων και Τοπογράφων Μηχανικών.

7. Η Φυσικομαθηματική Σχολή του Πανεπιστημίου Πατρών έχει χωριστεί σε έξι τμήματα:

7.1 Τμήμα Φυσικής
7.2 Τμήμα Χημείας
7.3 Τμήμα Μαθηματικών
7.4 Τμήμα Βιολογίας
7.5 Τμήμα Γεωλογίας
7.6 Τμήμα Φαρμακευτικής.

8. Η Πολυτεχνική Σχολή του Πανεπιστημίου Πατρών έχει χωριστεί σε πέντε τμήματα:

8.1 Τμήμα Πολιτικών Μηχανικών
8.2 Τμήμα Μηχανολόγων Μηχανικών
8.3 Τμήμα Ηλεκτρολόγων Μηχανικών
8.4 Τμήμα Χημικών Μηχανικών
8.5 Τμήμα Μηχανικών Ηλεκτρονικών Υπολογιστών και Πληροφορικής.

9. Η Φυσικομαθηματική Σχολή του Πανεπιστημίου Ιωαννίνων έχει χωριστεί σε τρία τμήματα:

9.1 Τμήμα Φυσικής
9.2 Τμήμα Χημείας
9.3 Τμήμα Μαθηματικών.

10. Η Πολυτεχνική Σχολή του Πανεπιστημίου Θράκης έχει χωριστεί σε δύο τμήματα:

10.1 Τμήμα Πολιτικών Μηχανικών
10.2 Τμήμα Ηλεκτρολόγων Μηχανικών.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 26 Αυγούστου 1982

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

ε) Αριθ. Β1/552/1982 (ΦΕΚ 633 Β')

Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρ. 30, παρ. 1 και 2 (α) του Ν. 1268/82 (ΦΕΚ 87/16.7.82, τ. Α') και

2. Την αριθ. Η.5421/7.7.82 (ΦΕΚ 474/13.7.82, τ. Β') απόφαση εκχώρησης αρμοδιοτήτων, αποφασίζουμε:

Διαπιστώνουμε ότι από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82, «για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.», Σχολές που χορηγούσαν ένα πτυχίο έχουν μετατραπεί σε Τμήματα και Σχολές που χορηγούσαν περισσότερα από ένα πτυχία έχουν χωριστεί σε Τμήματα, ως εξής:

1. Η Φιλοσοφική Σχολή του Πανεπιστημίου Ιωαννίνων έχει μετατραπεί σε Φιλοσοφικό Τμήμα, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

Στο Τμήμα έχει ενταχθεί όλο το προσωπικό της Σχολής, όπως επίσης και τα Εργαστήρια και τα Σπουδαστήρια της Σχολής.

2. Η Φιλοσοφική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει χωριστεί σε τέσσερα Τμήματα:

2.1 Φιλοσοφικό Τμήμα, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

2.2 Τμήμα Αγγλικής Γλώσσας και Φιλολογίας που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

2.3 Τμήμα Γαλλικής Γλώσσας και Φιλολογίας, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

2.4 Τμήμα Γερμανικής Γλώσσας και Φιλολογίας, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

3. Η Φιλοσοφική Σχολή του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει χωριστεί σε πέντε Τμήματα:

3.1 Φιλοσοφικό Τμήμα, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους ειδικεύσεις.

3.2 Τμήμα Αγγλικής Γλώσσας και Φιλολογίας, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

3.3. Τμήμα Γαλλικής Γλώσσας και Φιλολογίας, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

3.4 Τμήμα Γερμανικής Γλώσσας και Φιλολογίας που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

3.5 Τμήμα Ιταλικής Γλώσσας και Φιλολογίας, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο

4. Η Σχολή Νομικών και Οικονομικών Επιστημών του Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης έχει χωριστεί σε δύο Τμήματα:

4.1 Τμήμα Νομικής, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο με τις σχετικές επιμέρους κατευθύνσεις.

4.2 Τμήμα Οικονομικών Επιστημών, που χορηγεί αντίστοιχο πτυχίο.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 26 Αυγούστου 1982

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

στ) Αριθ. Β1/553/1982 (ΦΕΚ 633 Β')

Δημιουργία Τμημάτων στο Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο (Ε.Μ.Π.).

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30 παρ. 1 και 2 (α) του Ν. 1268/82 (ΦΕΚ 87/16.7.82 τ. Α'), και

2. Την αριθ. Η/5421/7.7.82 (ΦΕΚ 474/13.7.82 τ. Β') απόφαση εκχώρησης αρμοδιοτήτων, αποφασίζουμε:

Διαπιστώνουμε ότι από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82 «για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.», Σχολές του Ε.Μ.Π. που χορηγούσαν ένα πτυχίο έχουν μετατραπεί σε Τμήματα που χορηγούν αντίστοιχο πτυχίο και Σχολές του Ε.Μ.Π. που χορηγούσαν περισσότερα από ένα πτυχία, έχουν χωριστεί σε Τμήματα αντίστοιχα με τα χορηγούμενα πτυχία, ως εξής:

1) Η Σχολή Πολιτικών Μηχανικών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Πολιτικών Μηχανικών.

2) Η Σχολή Ηλεκτρολόγων Μηχανικών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Ηλεκτρολόγων Μηχανικών.

3) Η Σχολή Αρχιτεκτόνων Μηχανικών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Αρχιτεκτόνων Μηχανικών.

4) Η Σχολή Χημικών Μηχανικών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Χημικών Μηχανικών.

5) Η Σχολή Μηχανικών Μεταλλείων — Μεταλλουργών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Μηχανικών Μεταλλείων — Μεταλλουργών.

6) Η Σχολή Αγρονόμων και Τοπογράφων Μηχανικών έχει μετατραπεί σε Τμήμα Αγρονόμων και Τοπογράφων Μηχανικών.

7) Η Σχολή Μηχανολόγων Μηχανικών έχει χωριστεί σε δύο Τμήματα:

7.1 Τμήμα Μηχανολόγων Μηχανικών.

7.2 Τμήμα Ναυπηγών Μηχανολόγων Μηχανικών.

Η πράξη αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 26 Αυγούστου 1982

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

ζ) Αριθ. Β1/789/1982 (ΦΕΚ 1057 Β')

Δημιουργία Γενικού Τμήματος στο Εθνικό Μετσόβιο Πολυτεχνείο.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30 παρ. 2 εδάφ. (β) και (γ) και του άρθρου 6 παρ. 3 του Ν. 1268/1982 «Για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.».

2. Την απόφαση Η. 5421/1982 (ΦΕΚ 474 Β') «Ανάθεση αρμοδιοτήτων κλπ.».

3. Τη γνώμη της Συγκλήτου του Εθνικού Μετσόβιου Πολυτεχνείου (19.11.1982), αποφασίζουμε:

Δημιουργούμε Γενικό Τμήμα, το οποίο καλύπτει τις εκπαιδευτικές ανάγκες των Τμημάτων Πολιτικών Μηχανικών, Ηλεκτρολόγων Μηχανικών, Αρχιτεκτόνων Μηχανικών, Μηχανικών Μεταλλείων — Μεταλλουργών, Αγρονόμων και Τοπογράφων Μηχανικών, Μηχανολόγων Μηχανικών και Ναυπηγών Μηχανολόγων Μηχανικών του Εθνικού Μετσόβιου Πολυτεχνείου.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 22 Δεκεμβρίου 1982

Ο Υφυπουργός

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ - ΑΓΓΕΛΟΣ ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

. . . .

ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΣΦΑΛΜΑΤΩΝ

ΦΕΚ 25 Β'/1983

Στη Β1/789/22.12.1982 απόφαση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, που δημοσιεύθηκε στο ΦΕΚ 1057/23.12.1982 (τ. Β'), γίνεται η παρακάτω διόρθωση: Στη σελίδα 9007, στήλη 1η, στίχο 15, μετά τη φράση «Αρχιτεκτόνων Μηχανικών» προστίθεται η φράση «Χημικών Μηχανικών».

(Από το Εθνικό Τυπογραφείο)

η) Αριθ. Β1/959/1983 (ΦΕΚ 503 Β')

Τροποποίηση της απόφασης αριθ. Β1/550/26.8.1982

Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 30 παρ. 1 και 2 (α) του Ν. 1268/82 (ΦΕΚ 87/16.7.82 τ. Α').

2. Την αριθ. Η/5421/7.7.82 απόφαση με τίτλο «Ανάθεση αρμοδιοτήτων στους Υφυπουργούς Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων» (ΦΕΚ 474 τ. Β').

3. Την αριθ. 2424/1983 απόφαση του Συμβουλίου της Επικρατείας με την οποία ακυρώνεται η αριθ. Β1/550 26.8.1982 (ΦΕΚ 633 τ. Β') απόφαση του Υφυπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων κατά το μέρος που αφορά την Ιατρική Σχολή του Εθνικού και Καποδιστριακού Πανεπιστημίου Αθηνών, αποφασίζουμε:

Τροποποιούμε την απόφαση αριθ. Β1/550/26.8.1982 του Υφυπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων «Δημιουργία Τμημάτων στα Α.Ε.Ι.» που δημοσιεύθηκε στο ΦΕΚ 633/27.8.82 τ. Β' ως προς την παράγραφο 1 αυτής ως εξής:

«1. Διαπιστώνουμε ότι από την έναρξη της ισχύος του Ν. 1268/82 «Για τη δομή και λειτουργία των Α.Ε.Ι.» η Ιατρική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών έχει χωριστεί σε Τμήματα αντίστοιχα με τα χορηγούμενα πτυχία ως εξής:

1.1 Τμήμα Ιατρικής

1.2 Τμήμα Νοσηλευτικής

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 22 Αυγούστου 1983

Ο Υφυπουργός
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ — ΑΓΓΕΛΟΣ ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

θ) Αριθ. Β1/602/1983 (ΦΕΚ 351 Β')

Σύσταση Τομέων στο Τμήμα Ιατρικής του Πανεπιστημίου Αθηνών.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις: α) Των άρθρων 6 (παρ. 4) και 3 (παρ. 4) του Ν. 1268/1982 «για τη δομή και λειτουργία των Ανωτάτων Εκπαιδευτικών Ιδρυμάτων» (ΦΕΚ 87 - Α'), β) των άρθρων 2, 3 και 4 της απόφασης Η. 5421/1982 «ανάθεση αρμοδιοτήτων στους Υφυπουργούς Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων» (ΦΕΚ 474 Β').

2. Τη γνώμη της Γενικής Συνέλευσης του Τμήματος Ιατρικής (συνεδριάσεις: 25.4.1983 και 31.5.1983) του Πανεπιστημίου Αθηνών, αποφασίζουμε:

Τη σύσταση των εξής Τομέων στο Τμήμα Ιατρικής του Πανεπιστημίου Αθηνών:

1. Τομέας Μορφολειτουργικός, ο οποίος καλύπτει το γνωστικό αντικείμενο της Ανατομίας, της Εμβρυολογίας, της Φυσιολογίας, της Βιοχημείας, της Ιατρικής Φυσικής, της Ιστολογίας, της Βιολογίας, της Φαρμακολογίας, της Ιατρικής Χημείας, της Τοξικολογίας και της Ιατροδικαστικής.

2. Τομέας Κλινικοεργαστηριακός, ο οποίος καλύπτει το γνωστικό αντικείμενο της Παθολογικής Ανατομικής, της Μικροβιολογίας, της Παθολογικής Φυσιολογίας και της Ακτινολογίας.

3. Τομέας Παθολογίας, ο οποίος καλύπτει το γνωστικό αντικείμενο της Γενικής Παθολογίας, της Αιματολογίας, της Πνευμονολογίας, της Καρδιολογίας, της Γαστρεντερολογίας, της Ενδοκρινολογίας, της Θεραπευτικής και της Δερματολογίας.

4. Τομέας Χειρουργικής, ο οποίος καλύπτει το γνωστικό αντικείμενο της Γενικής Χειρουργικής, της Αναισθησιολογίας, της Ορθοπεδικής, της Οφθαλμολογίας, της Ωτορινολαρυγγολογίας και της Νευροχειρουργικής.

5. Τομέας Υγείας — Μητέρας — Παιδιού, ο οποίος καλύπτει το γνωστικό αντικείμενο της Παιδιατρικής, της Γυναικολογίας, της Μαιευτικής και της Γενετικής.

6. Τομέας Κοινωνικής Ιατρικής — Ψυχιατρικής και Νευρολογίας, ο οποίος καλύπτει το γνωστικό αντικείμενο της Ψυχιατρικής, της Νευρολογίας, της Υγιεινής, της Επιδημιολογίας, της Ιστορίας της Ιατρικής και της Στατιστικής.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 20 Ιουνίου 1983

Ο Υφυπουργός
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ — ΑΓΓΕΛΟΣ ΠΑΠΑΘΕΜΕΛΗΣ

ι) Αριθ. Β1/421/1986 (ΦΕΚ 344 Β')

Διαδικασία και προϋποθέσεις αναγνώρισης ισοτιμίας τίτλων σπουδών με το πτυχίο τμήματος επιστήμης φυσικής αγωγής και αθλητισμού (Τ.Ε.Φ.Α.Α.).

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις: α) των άρθρων 1 και 2 του Π. Δ/τος 355/1983 (ΦΕΚ 126) και β) των αποφάσεων Φ. 141.4 Β3/5957/1984 (ΦΕΚ 683) και Β1/634 α' π. ε./1985 (ΦΕΚ 279), που κυρώθηκαν με το άρθρο 76 (παρ. 1) του νόμου 1566/1985 (ΦΕΚ 167) και:

2. Την ανάγκη ρύθμισης του θέματος αναγνώρισης ισοτιμίας τίτλων σπουδών με το πτυχίο τμήματος επιστήμης φυσικής αγωγής και αθλητισμού, αποφασίζουμε:

Άρθρο 1.

1. Οι απόφοιτοι της Εθνικής Ακαδημίας Σωματικής Αγωγής (Ε.Α.Σ.Α.) έχουν τη δυνατότητα να αναγνωρίσουν την ισοτιμία του τίτλου σπουδών που κατέχουν, με το πτυχίο τμήματος επιστήμης φυσικής αγωγής και αθλητισμού (Τ.Ε.Φ.Α.Α.), σύμφωνα με τους ορισμούς της παρούσας απόφασης.

2. Οι κατά την προηγούμενη παράγραφο απόφοιτοι υποβάλλουν την αίτησή τους στο Τ.Ε.Φ.Α.Α. του Πανεπιστημίου Αθηνών ή Θεσσαλονίκης και είναι υποχρεωμένοι να παρακολουθήσουν και να εξεταστούν με επιτυχία σε καθένα από τα ακόλουθα μαθήματα:

α) Εργοφυσιολογία

β) Αθλητική Ψυχολογία

γ) Κοινωνιολογία (γενική - αθλητική)

δ) Γενική ή Αθλητική Παιδαγωγική κατά την κρίση του οικείου Τ.Ε.Φ.Α.Α.

Η εξέταση πραγματοποιείται κατά το χρόνο που εξετάζονται στα μαθήματα που αναφέρονται στο προηγούμενο εδάφιο οι φοιτητές του οικείου Τ.Ε.Φ.Α.Α.

Ως προς την παρακολούθηση της διδασκαλίας των μαθημάτων τούτων οι ενδιαφερόμενοι έχουν τις ίδιες ακριβώς υποχρεώσεις που έχουν και οι φοιτητές του τμήματος.

3. Σε όσους επιτύχουν και στα τέσσερα (4) μαθήματα που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο, χορηγείται πιστοποιητικό ισοτιμίας με το πτυχίο του Τ.Ε.Φ.Α.Α., που υπογράφεται από τον πρύτανη του ιδρύματος και τον πρόεδρο του τμήματος. Το πιστοποιητικό τούτο αποτελεί τίτλο σπουδών πλήρως ισότιμο και ισοδύναμο για κάθε συνέπεια με το πτυχίο του Τ.Ε.Φ.Α.Α.

4. Ο τύπος του πιστοποιητικού καθορίζεται ως ακολούθως:

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ... (ΑΘΗΝΩΝ Ή ΘΕΣ/ΝΙΚΗΣ)
ΤΜΗΜΑ ΕΠΙΣΤΗΜΗΣ ΦΥΣΙΚΗΣ ΑΓΩΓΗΣ
ΚΑΙ ΑΘΛΗΤΙΣΜΟΥ
ΑΡΙΘ. ...

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΙΣΟΤΙΜΙΑΣ

(Αναφέρονται το Π. Δ/γμα 355/1983 και η παρούσα απόφαση (επώνυμο) (όνομα) (πατρώνυμο), πτυχιούχος της Εθνικής Ακαδημίας Σωματικής Αγωγής (Ε.Α.Σ.Α.) από .... (αναφέρεται ο τόπος καταγωγής), μετά από επιτυχή συμμετοχή στις διαδικασίες που προβλέπονται από την απόφαση .... (αναφέρονται τα στοιχεία της παρούσας), κρίθηκε άξι... του παρόντος πιστοποιητικού, που εξομοιώνει το πτυχίο που κατέχει με το πτυχίο των τμημάτων επιστήμης φυσικής αγωγής και αθλητισμού των ανωτάτων εκπαιδευτικών ιδρυμάτων της χώρας, για κάθε συνέπεια, που συμπεριλαμβάνει και την επιστημονική και ακαδημαϊκή εξέλιξη.

...(Αθήνα ή Θεσσαλονίκη)... 198..

Ο Πρύτανης Ο Πρόεδρος του τμήματος

Ο Γραμματέας του τμήματος

Αν ο ενδιαφερόμενος είναι πτυχιούχος σχολής του εξωτερικού και έχει αναγνωρισθεί ισοτιμία του πτυχίου του με το πτυχίο της Ε.Α.Σ.Α., αντί των λέξεων «πτυχιούχος της Εθνικής Ακαδημίας Σωματικής Αγωγής (Ε.Α.Σ.Α.)» αναφέρεται ο τίτλος του πτυχίου που κατέχει και τα στοιχεία με τα οποία ο τίτλος τούτος κρίθηκε ισότιμος με το πτυχίο της Ε.Α.Σ.Α.

Άρθρο 2.

1. Το κατά τις διατάξεις του προηγούμενου άρθρου πιστοποιητικό χορηγείται δίχως συμμετοχή στις εξετάσεις, σε πτυχιούχους της Ε.Α.Σ.Α., ύστερα από σχετική συνεκτίμηση:

α) Επιτυχών μεταπτυχιακών σπουδών ή μετεκπαίδευσης διάρκειας τουλάχιστον ενός έτους που αποδεικνύεται από την κατοχή αντίστοιχου μεταπτυχιακού τίτλου για τις μεταπτυχιακές σπουδές ή πιστοποιητικού για τη μετεκπαίδευση.

β) Διδακτικού έργου τουλάχιστον δύο ετών σε Ε.Α.Σ.Α. ή Τ.Ε.Φ.Α.Α.

2. Η κατά την προηγούμενη παράγραφο συνεκτίμηση γίνεται από τη Γ.Σ. του Τ.Ε.Φ.Α.Α. η οποία και παίρνει τη σχετική απόφαση. Δικαίωμα ψήφου έχουν τα μέλη του Δ.Ε.Π. του τμήματος.

3. Οι κάτοχοι πτυχίου Ε.Α.Σ.Α. τετραετούς φοιτήσεως εφ' όσον έχουν επιτύχει κατά τη διάρκεια της φοίτησής τους στη Σχολή σε ένα ή περισσότερα από τα τέσσερα (4) μαθήματα της παρ. 2 του άρθρου 1 της παρούσας, μπορεί να εξαιρούνται από την εξέταση του μαθήματος ή των μαθημάτων με απόφαση των μελών του Δ.Ε.Π. του Τ.Ε.Φ.Α.Α.

Άρθρο 3.

1. Οι αιτήσεις των ενδιαφερομένων υποβάλλονται οποτεδήποτε στο Τ.Ε.Φ.Α.Α. του Πανεπιστημίου Αθηνών ή Θεσσαλονίκης.

2. Αν το μάθημα της κοινωνιολογίας είναι χωρισμένο σε δυο μαθήματα στο πρόγραμμα σπουδών του οικείου Τ.Ε.Φ.Α.Α. (γενική κοινωνιολογία - αθλητική κοινωνιολογία), τότε εξετάζεται είτε ως ενιαίο μάθημα είτε ως δύο ξεχωριστά μαθήματα, με σχετική απόφαση της γενικής συνέλευσης (Γ.Σ.) του Τ.Ε.Φ.Α.Α. Στην τελευταία τούτη περίπτωση, για τον καθορισμό της επιτυχίας ή αποτυχίας στο μάθημα, λαμβάνεται υπόψη ο μέσος όρος βαθμολογίας στα δύο ξεχωριστά μαθήματα.

3. Οι ενδιαφερόμενοι κατοχυρώνουν την επιτυχή βαθμολογία στα μαθήματα που εξετάζονται. Στη δεύτερη περίπτωση της προηγούμενης παραγράφου, ο ενδιαφερόμενος κατοχυρώνει και μπορεί να χρησιμοποιήσει οποτεδήποτε τη βαθμολογία που έχει πάρει σε μάθημα, έστω κι αν η βαθμολογία τούτη είναι κατώτερη του πέντε (5).

4. Κατά τις εξεταστικές περιόδους Ιουνίου 1986 και Σεπτεμβρίου 1986, οι ενδιαφερόμενοι εξετάζονται, με τη φροντίδα του οικείου Τ.Ε.Φ.Α.Α., σε όλα τα μαθήματα της παραγράφου 2 του άρθρου 1, ανεξάρτητα αν τα μαθήματα τούτα ή ορισμένα από αυτά περιλαμβάνονται στο πρόγραμμα και των δύο εξαμήνων.

Άρθρο 4.

1. Οι διατάξεις των άρθρων 1 και 3 της παρούσας έχουν εφαρμογή και στους πτυχιούχους σχολών φυσικής αγωγής του εξωτερικού τριετούς φοίτησης, τα πτυχία των οποίων δεν θεωρούνται ισότιμα με τα αντίστοιχα πτυχία που χορηγούνται από τα Τ.Ε.Φ.Α.Α. των Α.Ε.Ι. της Ελλάδας. Η δυνατότητα υπαγωγής στις ανωτέρω διατάξεις αποφασίζεται από τη Γ.Σ. του οικείου τμήματος. Δικαίωμα ψήφου έχουν τα μέλη Δ.Ε.Π. του τμήματος.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 2 της απόφασης Φ. 141.4/Β3/5957/1984 κατά το μέρος που αναφέρονται σε εκείνους που θα εισαχθούν σε σχολές φυσικής αγωγής (τριετούς φοίτησης) του εξωτερικού από το ακαδ. έτος 1985—1986 δεν θίγονται με την παρούσα. Δεν θίγονται επίσης οι διατάξεις της παραγράφου 3 του άρθρου 3 της απόφασης Β1/634 α' π.έ./1986. Στην τελευταία τούτη περίπτωση, δεν αποκλείεται η εφαρμογή των διατάξεων των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου 3 της παρούσας.

3. Για όσους εμπίπτουν στις διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου, στο πιστοποιητικό ισοτιμίας του άρθρου 1 της παρούσας, αντί των λέξεων «πτυχιούχος Ε.Α.Σ.Α.», αναφέρεται ο τίτλος του πτυχίου σχολής εξωτερικού, του οποίου ο ενδιαφερόμενος είναι κάτοχος.

4. Όταν ο χρόνος δεν επαρκεί για να παρθεί η κατά την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου απόφαση, τότε ο ενδιαφερόμενος γίνεται δεκτός στις εξετάσεις με την επιφύλαξη ότι η συμμετοχή του στις εξετάσεις θα εγκριθεί από τη Γ.Σ. του οικείου Τ.Ε.Φ.Α.Α.

5. Για τις εξεταστικές περιόδους Ιουνίου 1986 και Σεπτεμβρίου 1986 δεν ισχύει η διάταξη του τρίτου εδαφίου της παραγράφου 2 του άρθρου 1 της παρούσας.

Η απόφαση αυτή, που θα κυρωθεί με νόμο, να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 19 Μαΐου 1986

Ο Υπουργός
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

ια) Αριθ. Φ.14.1/Β3/1034/1986 (ΦΕΚ 110 Β)

Σύσταση Επιτροπής Αθλητισμού Τριτοβάθμιας Εκπαίδευσης

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Το άρθρο 70 παρ. 6 του Ν. 1566/85 (ΦΕΚ 167 Α').

2. Την ανάγκη ρύθμισης θεμάτων που προέκυψαν κατά την εφαρμογή της αναφερόμενης διάταξης, αποφασίζουμε:

Μετονομάζουμε την «Επιτροπή Αθλητισμού Ανωτάτων Εκ-

παιδευτικών Ιδρυμάτων» που συστήθηκε στο Υπουργείο Παιδείας με το άρθρο 70 παρ. 6 του Ν. 1566/85 (ΦΕΚ 167 Α') σε «Επιτροπή Αθλητισμού Τριτοβάθμιας Εκπαίδευσης».

Η Επιτροπή οργανώνει και συντονίζει τις περιφερειακές και πανελλήνιες αθλητικές εκδηλώσεις μεταξύ τμημάτων Α.Ε.Ι., Τ.Ε.Ι., Παιδαγωγικών Ακαδημιών και Σχολών Νηπιαγωγών διετούς κύκλου σπουδών για όσο χρόνο αυτές λειτουργήσουν ακόμη.

Έργο, επίσης, της Επιτροπής είναι η οργάνωση και ο συντονισμός για συμμετοχή των φοιτητών Α.Ε.Ι., σπουδαστών Τ.Ε.Ι., Παιδαγωγικών Ακαδημιών και Σχολών Νηπιαγωγών διετούς κύκλου σπουδών, για όσο χρόνο αυτές λειτουργήσουν σε διεθνείς αθλητικές εκδηλώσεις, ως και κάθε άλλη δραστηριότητα που προάγει τον Αθλητισμό στα αναφερόμενα Ιδρύματα.

2. Για την αντιμετώπιση των δαπανών λειτουργίας της επιτροπής και για την εκτέλεση του έργου που της έχει ανατεθεί με την απόφαση αυτή, αναγράφεται κάθε χρόνο σχετική πίστωση στον τακτικό προϋπολογισμό του Υπουργείου Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων σε ειδικό φορέα και στους αντίστοιχους κωδικούς αριθμούς.

Στα μέλη της Επιτροπής καταβάλλεται αποζημίωση και οδοιπορικά έξοδα μετακίνησης. Οι δαπάνες αυτές βαρύνουν τον προϋπολογισμό του Εκπαιδευτικού Ιδρύματος στο οποίο ανήκουν τα μέλη της Επιτροπής.

Η απόφαση αυτή, που θα κυρωθεί με νόμο, θα ισχύει από την έναρξη του ακαδημαϊκού έτους 1985—1986.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 12 Φεβρουαρίου 1986

Ο Υπουργός
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

(β) Αριθ. Β2/4972/1985 (ΦΕΚ 428/Β')

Προθεσμία για την υποβολή υποψηφιοτήτων για την κατάληψη θέσεων Δ.Ε.Π. στα Α.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη ότι το χρονικό διάστημα ενός (1) μηνός από τη δημοσίευση στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως της προκήρυξης για την πλήρωση θέσεων Διδακτικού Ερευνητικού Προσωπικού (Δ.Ε.Π.) των Ανωτάτων Εκπαιδευτικών Ιδρυμάτων που ορίζεται από το άρθρο 48 παρ. 8 του Ν. 1404/82 (ΦΕΚ 173 τ. Α'), είναι γενικά ανεπαρκές για την ενημέρωση των ενδιαφερομένων, με αποτέλεσμα να μην υποβάλλονται υποψηφιότητες από ικανούς επιστήμονες και μάλιστα από αυτούς που διαμένουν στην αλλοδαπή ή από εκείνους που διαμένουν στην πρωτεύουσα ή στις πόλεις που εδρεύουν τα ανώτατα εκπαιδευτικά ιδρύματα και πολλές φορές η προκήρυξη να αποβαίνει άγονη, αποφασίζουμε:

Ορίζουμε την προθεσμία για την υποβολή υποψηφιοτήτων για την κατάληψη θέσεων Διδακτικού Ερευνητικού Προσωπικού (Δ.Ε.Π.) στα Ανώτατα Εκπαιδευτικά Ιδρύματα σε δύο (2) μήνες από την ημερομηνία της δημοσίευσης της προκήρυξης στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως ή ένα (1) μήνα από τη δημοσίευση στον ημερήσιο Τύπο, όπως ορίζεται στο άρθρο 15 παρ. 1 δ του Ν. 1268/82, η οποία πρέπει να συντελεσθεί κατά τη διάρκεια της ανωτέρω δίμηνης προθεσμίας. Αν η δημοσίευση στον ημερήσιο Τύπο δεν συντελεσθεί κατά τη διάρκεια της προθεσμίας αυτής, επαναλαμβάνεται η διαδικασία της προκήρυξης.

Για τις προκηρύξεις, η προθεσμία των οποίων λήγει ή έληξε και δεν έχει αρχίσει η διαδικασία κρίσης, η ως άνω προθεσμία παρατείνεται μέχρι 31 Ιουλίου 1985.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και θα κυρωθεί με νόμο.

Αθήνα, 9 Ιουλίου 1985

Ο Υπουργός
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

(γ) Αριθ. Ε5/3529/1986 (ΦΕΚ 600 Β')

Ρύθμιση θεμάτων ΑΣΕΤΕΜ/ΣΕΛΕΤΕ λόγω καταστροφής μέρους του αρχείου της.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις:

α) Του Ν.Δ. 581/70 (ΦΕΚ 139 τ. Α') «περί διοικήσεως της Σχολής Εκπαιδευτικών Λειτουργών Επαγγελματικής και Τεχνικής Εκπαίδευσης (ΣΕΛΕΤΕ)».

β) Του Ν.Δ. 789/70 (ΦΕΚ 293 τ. Α') περί οργανώσεως της ΣΕΛΕΤΕ.

γ) Της υπουργικής απόφασης 1258/3.1.1973 (ΦΕΚ 151 τ. Β') «περί εγγραφών, μετεγγραφών, φοιτήσεως, βαθμολογίας και εξετάσεων εις την ΣΕΛΕΤΕ», όπως συμπληρώθηκε μεταγενέστερα.

2. Την ανάγκη αντιμετώπισης των προβλημάτων που παρουσιάζονται στη λειτουργία της ΑΣΕΤΕΜ/ΣΕΛΕΤΕ από καταστροφή λόγω πυρκαγιάς, μέρους του αρχείου της, αποφασίζουμε:

Η συμπλήρωση των στοιχείων της βαθμολογίας ορισμένων μαθημάτων των σπουδαστών της ΑΣΕΤΕΜ/ΣΕΛΕΤΕ που καταστράφηκαν, λόγω της πυρκαγιάς της 12.11.1985, πραγματοποιείται ως εξής:

1. Για τις περιπτώσεις που έχουν καταστραφεί οι αναλυτικές καταστάσεις βαθμολογίας ορισμένων μαθημάτων, οι σπουδαστές συμμετέχουν στις προαγωγικές και επαναληπτικές εξετάσεις της Σχολής στα μαθήματα αυτά μέχρι να επιτύχουν προαγώγιμο βαθμό.

Ο βαθμός αυτός θα υπολογιστεί για την εξαγωγή του βαθμού του πτυχίου τους.

2. Για τις περιπτώσεις που υπάρχουν μόνο καταστάσεις βαθμολογημένων γραπτών ή μόνο γραπτά δοκίμια των τελικών εξετάσεων ή μόνο καταστάσεις βαθμολογίας προόδου και εφ' όσον οι βαθμοί είναι προαγώγιμοι, οι σπουδαστές δεν συμμετέχουν στις παρακάτω εξετάσεις και ο βαθμός τους αυτός θεωρείται ως τελικός βαθμός.

3. Για τις περιπτώσεις που σπουδαστές είχαν ανακηρυχθεί πτυχιούχοι ή ήδη συμμετείχαν στις πτυχιακές εξετάσεις μέχρι την 11.11.1985 θεωρείται ότι στα μαθήματα που έχουν καταστραφεί στοιχεία βαθμολογίας έχουν βαθμολογηθεί με βαθμό πέντε (5). Οι σπουδαστές των περιπτώσεων αυτών συμμετέχουν στις εξετάσεις όπως οι σπουδαστές των περιπτώσεων της παραγρ. 1 της απόφασης αυτής, εφ' όσον επιθυμούν να βελτιώσουν το βαθμό πέντε (5) που βαθμολογήθηκαν.

Ο αριθμός των μαθημάτων για τα οποία απαιτείται συμμετοχή στις γραπτές εξετάσεις με σκοπό τη συμπλήρωση στοιχείων βαθμολογίας δε συνυπολογίζεται στον αριθμό των μεταφερόμενων μαθημάτων.

Η απόφαση αυτή, που θα κυρωθεί με νόμο, να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 9 Ιουλίου 1986

Ο Υπουργός
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

(δ) Αριθ. Ε5/3446 (α)/1986 (ΦΕΚ 518/Β')

Έναρξη θητείας των πρώτων εκλεγμένων προέδρων, αντιπροέδρων, διευθυντών σχολών των Τ.Ε.Ι. και λήξη της θητείας των εκπροσώπων στη συνέλευση και την Επιτροπή Ακαδημαϊκού Ασύλου (Ε.Α.Α.).

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του Ν. 1404/1983 «δομή και λειτουργία των Τεχνολογικών Εκπαιδευτικών Ιδρυμάτων» (Φ.Ε.Κ. 173 τ. Α').

2. Το γεγονός ότι η θητεία των πρώτων εκλεγμένων οργάνων ή εκλεγμένων εκπροσώπων σε συλλογικά όργανα των Τ.Ε.Ι., λόγω των χρονολογιών που έχουν τεθεί από το νόμο 1404/1983 (άρθρο 36 παρ. 8β), περιορίζεται στο ελάχιστο, αποφασίζουμε:

1. Η θητεία των πρώτων προέδρων και αντιπροέδρων Τ.Ε.Ι. που έχουν εκλεγεί και που θα εκλεγούν λήγει την 31 Αυγούστου 1989, ενώ των πρώτων διευθυντών σχολών που έχουν εκλεγεί και όσων θα εκλεγούν την 31η Αυγούστου 1988.

2. Οι πρόεδροι και αντιπρόεδροι που έχουν εκλεγεί αναλαμβάνουν καθήκοντα την 1.8.1986, ενώ όσοι θα εκλεγούν, αμέσως μετά την εκλογή τους.

Οι πρώτοι διευθυντές αναλαμβάνουν καθήκοντα αμέσως μετά την εκλογή τους.

3. Η πρώτη θητεία των εκπροσώπων στη συνέλευση και την Ε.Α.Α. λήγει την 31η Αυγούστου 1987.

4. Η διαπιστωτική υπουργική πράξη εκλογής προέδρου και αντιπροέδρου Τ.Ε.Ι. δημοσιεύεται στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Κάθε προηγούμενη απόφαση που ρυθμίζει το ίδιο θέμα ανακαλείται.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως επειδή είναι κανονιστική και να κυρωθεί με νόμο.

Αθήνα, 16 Ιουλίου 1986

Ο Υπουργός
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

ε) Αριθ. Ε5/6348/1986 (**ΦΕΚ 661/Β΄**)

Ανάθεση στο Τ.Ε.Ι. Αθήνας της διεξαγωγής των εξετάσεων για την εισαγωγή των αποφοίτων των μέσων τεχνικών και επαγγελματικών σχολών (παλαιού τύπου) στα Τ.Ε.Ι. και των ΑΣΕΤΕΜ/ΣΕΛΕΤΕ.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του άρθρου 71 του Ν. 1566/1985 (ΦΕΚ 167 τ. Α΄) «Δομή και λειτουργία της πρωτοβάθμιας και δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης και άλλες διατάξεις».

2. Το 4671/22.8.86 έγγραφο του Τ.Ε.Ι. Πειραιά με το οποίο δηλώνεται αντικειμενική αδυναμία διεξαγωγής των εξετάσεων των πτυχιούχων μέσων Τεχνικών - Επαγγελματικών Σχολών (παλαιού τύπου) στα Τ.Ε.Ι. και την ΑΣΕΤΕΜ/ΣΕΛΕΤΕ.

3. Την Ε5/6920/85 (ΦΕΚ 770 τ. Β΄) υπουργική απόφαση «εισαγωγή αποφοίτων μέσων τεχνικών και επαγγελματικών σχολών (παλαιού τύπου) στα Τ.Ε.Ι. και την ΑΣΕΤΕΜ/ΣΕΛΕΤΕ», αποφασίζουμε:

1. Ορίζουμε ότι για το ακαδημαϊκό έτος 1986 - 1987 οι εξετάσεις για την εισαγωγή στα τμήματα των Τ.Ε.Ι. και την ΑΣΕΤΕΜ της ΣΕΛΕΤΕ των αποφοίτων των μέσων τεχνικών και επαγγελματικών σχολών (παλαιού τύπου) που έχουν καταργηθεί με το Ν. 576/77 θα διενεργηθούν από το Τ.Ε.Ι. Αθήνας αντί του Τ.Ε.Ι. Πειραιά.

2. Τροποποιούμε την παράγραφο 1 του άρθρου 1 της απόφασής μας Ε5/6920/85 και ορίζουμε ότι οι εξετάσεις για το **ακαδημαϊκό έτος 1986—1987 θα διεξαχθούν Σεπτέμβριο ή** Οκτώβριο 1986. Στην ίδια απόφαση όπου αναφέρεται Τ.Ε.Ι. **Πειραιά νοείται Τ.Ε.Ι. Αθήνας.**

Ως προς τα λοιπά εξακολουθεί να ισχύει η αριθμ. Ε5/6920/1985 απόφασή μας.

Η απόφαση αυτή να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 29 Αυγούστου 1986

Ο Υπουργός
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

στ) Αριθ. Ε5/6326/1985 (**ΦΕΚ 769 Β΄**)

Ρύθμιση δέκατης προθεσμίας για κρίση εκπαιδευτικών Τ.Ε.Ι.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

Τις διατάξεις: α) Της παρ. 16 του άρθρου 71 του Ν. 1566/85 «Δομή και λειτουργία της πρωτοβάθμιας και δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης και άλλες διατάξεις», β) Το γεγονός ότι πρέπει να ρυθμισθεί το θέμα της παράτασης της προθεσμίας της παρ. 3 εδ. β του άρθρου 38 του Ν. 1404/83, για τους διοριζόμενους σύμφωνα με τις διατάξεις των περ. Ζ΄ και Η΄ της παρ. 2 του άρθρου αυτού καθώς και για τους εντασσόμενους της παρ. 7 του άρθρου 1 του Ν. 1517/85, αποφασίζουμε:

1. Ορίζουμε ότι, για τους διοριζόμενους σύμφωνα με τις διατάξεις των περ. Ζ΄ και Η΄ της παρ. 2 του άρθρου 38 του Ν. 1404/83 καθώς και για τους εντασσόμενους σύμφωνα με τις διατάξεις της παρ. 7 του άρθρου 1 του Ν. 1517/85, η εξάμηνη προθεσμία που προβλέπεται στο εδ. β΄ της παρ. 3 του άρθρου 38 του Ν. 1404/83 αρχίζει από την έναρξη ισχύος της παρούσας απόφασης.

2. Η απόφαση αυτή ισχύει από τη δημοσίευσή της στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και θα κυρωθεί με νόμο.

Η απόφαση να δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 12 Νοεμβρίου 1985

Ο Υπουργός
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ζ) Αριθ. Ε5/6701 (**ΦΕΚ 625/Β΄**)

Ορισμός Αναπληρωτή Προϊσταμένου ΕΥ/ΤΕΙ.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Έχοντας υπόψη:

1. Τις διατάξεις του Ν. 1404/83 «Δομή και λειτουργία των τεχνολογικών εκπαιδευτικών ιδρυμάτων» (ΦΕΚ 173 τ. Α΄).

2. Το γεγονός ότι επιβάλλεται επιτάχυνση των εργασιών για την ολοκλήρωση των σκοπών της ΕΥ/ΤΕΙ, αποφασίζουμε:

Στην παράγραφο 3 του άρθρου 40 του Ν. 1404/83, όπως τροποποιήθηκε με το άρθρο 71, παρ. 14 του Ν. 1566/85, προστίθεται στο τέλος το ακόλουθο εδάφιο:

«Ο Προϊστάμενος της ΕΥ/ΤΕΙ επικουρείται στο έργο του από Αναπληρωτή Προϊστάμενο, προερχόμενο από αντίστοιχα με τα προβλεπόμενα για τον προϊστάμενο εκπαιδευτικά ιδρύματα και από αντίστοιχες βαθμίδες ή από αντίστοιχες υπηρεσίες.

Με αποφάσεις του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων γίνεται ο ορισμός του Αναπληρωτή Προϊσταμένου της ΕΥ/ΤΕΙ και καθορίζονται οι αρμοδιότητές του».

Η απόφαση αυτή, που θα κυρωθεί με νόμο, ισχύει από τη δημοσίευσή της στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Αθήνα, 12 Σεπτεμβρίου 1986

Ο Υπουργός
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ»

Άρθρο 8.

Καταργείται κάθε διάταξη που αντίκειται στις διατάξεις του παρόντος νόμου ή που ρυθμίζει κατά τρόπο διαφορετικό θέματα τα οποία ρυθμίζονται στο νόμο αυτόν.

Άρθρο 9.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, εκτός αν ορίζεται διαφορετικά στις επί μέρους διατάξεις.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 18 Δεκεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 19 Δεκεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ